

VOIX ÉTOUFFÉES



VOIX ÉTOUFFÉES

post-soviet left
2026

INTRODUCTION	7
L'AGRESSION RUSSE ET LES MENSONGES SUR LA LUTTE ANTIFASCISTE	9
LA VIE DERRIÈRE LES BARBELÉS	11
CONDITIONS DE DÉTENTION	12
POURQUOI LA GAUCHE INTERNATIONALE DEVRAIT- ELLE S'EN INQUIÉTER?	15
VOIX DE DERRIÈRE LES BARREAUX	16
L'AFFAIRE DE TIOUMEN.....	16
L'AFFAIRE « RÉSEAU » (« SET »).....	21
L'AFFAIRE DE TCHITA.....	28
L'AFFAIRE DE LA « RÉSISTANCE DE GAUCHE »	30
L'AFFAIRE DU CERCLE MARXISTE D'OUFA	31
L'AFFAIRE DES LYCÉENS DE KANSK	35
L'HISTOIRE D'AZAT MIFTAKHOV	37
L'HISTOIRE DE BORIS KAGARLITSKY	40
L'AFFAIRE « ANTIFA UNITED »	43
L'AFFAIRE ALEXEI ROZHKOV	44
L'AFFAIRE ROUSLAN OUCHAKOV	45
L'AFFAIRE SAVELIY FROLOV	47
L'AFFAIRE GAGIK GRIGORIAN.....	48

L'AFFAIRE VLADIMIR TIMOFEEV	49
L'AFFAIRE FELIX ELISEYEV	50
L'AFFAIRE ANTON ORLOV	52
L'AFFAIRE YURI MIKHEYEV.....	53
L'AFFAIRE MAXIM SMYSHLYAEV	55
L'AFFAIRE ARTEM SAMSONOV	56
L'AFFAIRE KONSTANTIN PAVLOV	57
L'AFFAIRE LEONID BOGRATEON	59
L'AFFAIRE PAVEL KRISEVICH	62
L'AFFAIRE SERGUEÏ OUDALTSOV.....	64
LES RÉPRESSIONS CONTINUENT	67
L'AFFAIRE NIKITA LOPATIN	67
L'AFFAIRE SERGEY KRUPENKO.....	69
L'AFFAIRE ANATOLY OBUKHOV	72
L'AFFAIRE IVAN MEREZHNIKOV	75
L'AFFAIRE « POUVOIR DES TRAVAILLEURS » ET GARRY AZARYAN	76
L'AFFAIRE ARTIOM BORODINE	80
COMMENT BRISER LE SILENCE ?	83
CONCLUSION	87

INTRODUCTION

Selon les défenseurs des droits humains, le nombre de prisonniers politiques en Russie a atteint au moins 1 198 en 2024, soit un tiers de plus que l'année précédente (807).

OVD-Info (*une ONG indépendante russe des droits humains*) avance une estimation encore plus large : en 2025, environ 3 300 personnes étaient détenues pour des motifs politiques, dont environ 1 600 en détention provisoire. Sergueï Davidis, coprésident du Centre Memorial pour les droits humains, cite un chiffre encore plus alarmant : environ 10 000. Ces chiffres démontrent clairement : la répression politique est en train de devenir un aspect systémique de la Russie contemporaine.

Parmi les prisonniers politiques, les représentants du mouvement de gauche – communistes, socialistes, anarchistes et autres militants pour la justice sociale et la démocratie – occupent une place prépondérante. Leurs histoires illustrent la résilience et le courage de celles et ceux qui s'opposent à un système répressif au nom d'idéaux nobles. Leur position constitue un défi lancé ouvertement à l'appareil répressif ; leurs actions sont leur lutte contre l'obscurantisme, l'autoritarisme et les inégalités sociales. Ils ne sont pas de simples victimes du régime, mais une force de résistance active, prête à payer pour leurs convictions et l'avenir de millions de personnes un prix fort : leur liberté.

Ce recueil donne la parole aux sans-voix. Il donne la parole aux militants de gauche dont les noms sont rarement mentionnés dans les médias d'État et les médias dits « indépendants ». De ce fait, leur combat passe souvent inaperçu, tant en Russie qu'à l'étranger.

Les journalistes mainstream soit ignorent totalement les prisonniers politiques de gauche, soit passent sous silence délibérément leurs opinions politiques. C'est injuste. C'est même tragique, car derrière chaque cas se cache une personne prête à sacrifier sa liberté pour les idéaux d'égalité, de justice sociale et de démocratie. Ce recueil leur redonne la parole en racontant leur histoire.

Ce projet a été créé par les militants de l'Union de la gauche post-soviétique afin de donner la parole à ceux qui n'ont pas voix au chapitre, de briser le silence et de tisser des liens de solidarité. Nous avons rassemblé des informations biographiques sur des militants de gauche détenus, des détails sur leurs poursuites pénales et des informations sur la manière de soutenir chacun d'entre eux. Il nous semble également important de mentionner les résistants qui ne sont pas encore en captivité mais dont la persécution a déjà commencé. Parmi eux figurent des militants et des dirigeants dont les dossiers prennent de plus en plus d'ampleur :

- Tentatives de poursuites contre la rédaction de « Krasny Povorot » et le Parti communiste russe (Internationalistes), des représentants de l'Organisation des marxistes de Voronej ;
- Une descente de police lors d'une réunion de l'Organisation des communistes internationalistes (OCI) ;
- Attribution du statut d'agent étranger et exercice de pression physique et administrative sur les militants du SAF (Front antifasciste étudiant), les blogueurs Alexandre Shtefanov, Vassili Sadonine, Andreï Roudoï, les hommes politiques Mikhaïl Lobanov, Evgueni Stupine et d'autres, dans le but de les contraindre à quitter le pays et de les intimider ;
- Les circonstances du meurtre d'Alexandre Rybin, rédacteur en chef du média de gauche « Rabkor », restent également floues.

Malgré la répression croissante, l'alternative de gauche continue d'exister et s'efforce non seulement de survivre, mais aussi de se développer. Depuis le début de la guerre, outre les initiatives existantes, les organisations « InterFront » et « Pouvoir des travailleurs » ont également vu le jour en Russie.

Notre organisation, qui rassemble des internationalistes de gauche en exil et des exilés de Russie, d'Ukraine, du Bélarus et de pays d'Asie centrale, participe également à l'organisation de la résistance à l'étranger. Nous pensons qu'aujourd'hui plus que jamais il faut

continuer à résister à la répression et à renforcer la solidarité internationale.

Note importante : Nous n'exprimons pas nécessairement notre soutien politique à toutes les personnes mentionnées dans ce recueil. Nous défendons des positions internationalistes de gauche. Cependant, nous analysons l'actualité non seulement à travers le prisme des divergences idéologiques, mais aussi selon un principe fondamental : l'inadmissibilité de la répression fondée sur les convictions et l'activisme. Nous sommes convaincus que toute personne qui souffre pour ses opinions et sa participation à la vie publique mérite soutien et protection. Ce recueil est notre contribution à la lutte pour la justice.

L'AGRESSION RUSSE ET LES MENSONGES SUR LA LUTTE ANTIFASCISTE

Les autorités russes, pour justifier leur agression contre l'Ukraine, utilisent le terme de « dénazification ». Ce terme est devenu un outil de propagande d'État visant à créer le mythe d'une Russie antifasciste qui continuerait soi-disant à défendre l'héritage et les idéaux soviétiques.

Cette idée a attiré l'attention de certains membres du mouvement de gauche international qui, par erreur ou par refus d'examiner sérieusement la question, ont adhéré à cette rhétorique. Ils la considèrent donc comme un « moindre mal » comparée à leurs propres ennemis.

La réalité, cependant, est bien loin de ce mythe. Les prisons russes détiennent aujourd'hui des dizaines d'antifascistes et de militants de gauche, leur nombre pouvant atteindre une centaine. Parallèlement, les autorités continuent de glorifier les généraux et les partisans de l'Armée blanche, dont beaucoup ont combattu aux côtés de la Wehrmacht pendant la Seconde Guerre mondiale et ont fait le l'apologie du nazisme (*l'ataman (chef militaire) Piotr Krasnov, l'écrivain Ivan Chmelev, le philosophe Ivan Ilyine, et d'autres*).

Le passé impérial, tristement célèbre pour ses crimes contre les peuples autochtones de Russie et d'Asie centrale, fait l'objet d'une mythification et d'une réécriture de l'Histoire. Non seulement les responsables de la catastrophe sociale des années 1990 n'ont pas été poursuivis en justice, mais ils constituent également une part importante des dirigeants de l'Etat.

La Russie moderne n'a rien à voir avec l'antifascisme. Au contraire, le régime de Poutine soutient et fédère activement l'extrême droite, tant au niveau national qu'européen. Il suffit de se souvenir du forum conservateur de Saint-Pétersbourg en 2015 ou des rapprochements répétés avec le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD). Des dirigeants des partis d'extrême droite européens y ont partagé la tribune (*le NPD allemand néonazi, « Aube dorée » grecque, l'ancien président du BNP britannique, et d'autres*).

Il convient également de rappeler la création, en 2024, de l'École supérieure politique portant le nom du fasciste Ivan Ilyin. Les autorités justifient ouvertement cette décision ; par exemple, le président de la Douma d'État, Volodine, a refusé de retirer le nom d'Ilyin de celui d'un centre de formation en 2024, malgré les protestations des parlementaires. De plus, en 2016, un monument à l'ataman Krasnov (exécuté pour avoir servi les nazis) a été initialement érigé dans la région de Rostov, et seule l'indignation publique a contraint les autorités à le démanteler, le jugeant apologétique du nazisme.

Le gouvernement russe soutient aussi ouvertement des organisations paramilitaires néonazies, telles que le Groupe « Roussitch », la brigade volontaire « Espanyola », la société militaire privée « Redut », la « Légion impériale ». A l'arrière du front, des néonazis issus des organisations « Communauté russe » et « Homme du Nord », financées par l'administration Poutine, opèrent en recevant des subventions de l'État pour inciter à la haine anti-migrants. L'antifascisme n'est plus qu'un prétexte démagogique masquant des objectifs politiques insidieux qui soutiennent en réalité la fascisation de la Russie et d'autres pays.

Il est particulièrement important de souligner que certains membres de l'opposition libérale russe contribuent également à renforcer ce mythe. Parmi eux, il existe une croyance répandue selon laquelle Vladimir Poutine perpétue la politique des autorités soviétiques et défend les idéaux de gauche. Or, cette croyance est profondément erronée.

En réalité, Poutine et son régime reposent sur des idées diamétralement opposées aux valeurs de gauche : le conservatisme, le nationalisme russe, la politique de grande puissance et l'autoritarisme. Le Parti communiste officiel a subi plusieurs vagues de purges, éliminant systématiquement toute forme de déloyauté envers la politique du régime. La plus récente de ces purges a commencé au début de la guerre et se poursuit encore.

Les véritables idéaux de gauche rejettent le militarisme, la répression et le nationalisme. Parallèlement, la fausse notion de « continuité soviétique » ne fait que masquer la véritable nature du gouvernement actuel, qui soutient des idées réactionnaires, antidémocratiques et antisociales.

Le terme « dénazification » dans la propagande du Kremlin sert uniquement de justification à une politique extérieure agressive et à la répression intérieure. Cette rhétorique politique ne fait que dissimuler les véritables objectifs du gouvernement, alors qu'en réalité, le système russe ressemble davantage à une dictature nationaliste autoritaire qui rejette les principes démocratiques et sociaux.

Cet ouvrage vise, entre autres, à déconstruire les mythes présentant la Russie comme une puissance antifasciste et à révéler toute la vérité sur la situation politique du pays.

LA VIE DERRIÈRE LES BARBELÉS

Pour la plupart des citoyens des pays développés, l'emprisonnement est associé au respect des droits fondamentaux : accès aux soins médicaux, alimentation adéquate, possibilité de faire appel d'une

condamnation et réinsertion. En Russie, cependant, la prison n'est pas simplement une forme de punition, mais un instrument d'oppression et de destruction de la personnalité, en particulier pour les prisonniers politiques.

Bien que le système pénitentiaire moderne soit l'héritage de l'époque soviétique, nombre de ses aspects les plus sinistres ont pris racine après la chute de l'URSS. Selon des détenus et des militants des droits humains, les conditions de détention dans les colonies pénitentiaires russes se sont rapidement dégradées à partir des années 2000. Le contrôle administratif s'est renforcé et les « zones rouges » se sont multipliées, où le pouvoir ne repose pas sur la gestion autonome des détenus, mais sur l'administration, qui opère avec une extrême sévérité et recourt non seulement à des sanctions administratives, mais aussi à la violence institutionnalisée.

Dans ces conditions, des milliers de personnes sont isolées, victimes de torture, de pressions psychologiques et physiques, de traitements arbitraires de la part du personnel et privées de tout mécanisme de protection efficace. Tout cela fait des prisons et des colonies pénitentiaires russes une composante intégrante de la dictature autoritaire de droite de la Russie.

CONDITIONS DE DÉTENTION

Les prisons russes sont souvent situées dans des régions éloignées et inhospitalières, où les températures hivernales peuvent descendre jusqu'à -40 °C. Les détenus vivent souvent dans des baraquements mal chauffés, mal ventilés et humides. Les matelas sont fins et les couvertures n'offrent aucune protection contre le froid.

Cela est confirmé par des lettres des prisonniers eux-mêmes. Par exemple, l'anarchiste Aleksandr Snezhkov, de l'« affaire de Tchita », a rapporté en 2024 qu'après avoir été transféré dans une colonie pénitentiaire, il avait été placé dans une cellule disciplinaire où il avait été maintenu à une température glaciale pendant de nombreux jours – l'administration le considérait comme un « rebelle potentiel » et

prolongeait donc continuellement son isolement cellulaire sous des prétextes farfelus (soit « il était mal assis », soit « il était assis par terre »).

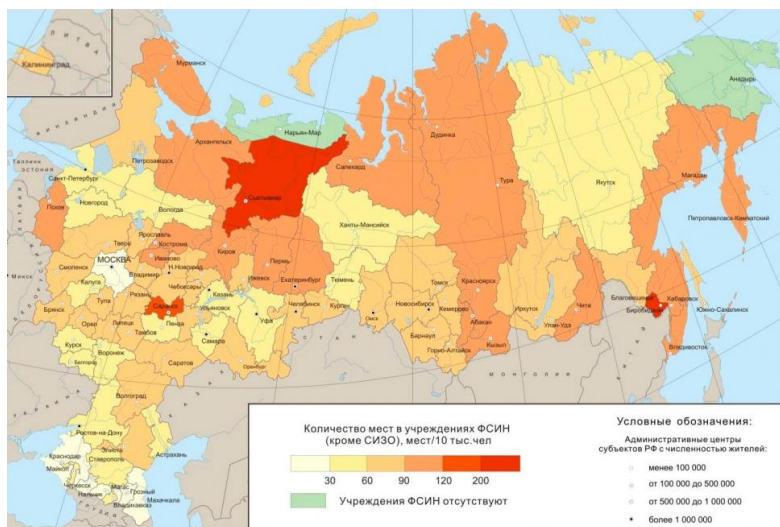


Figure 1. Nombre de places dans les établissements du FSIN (système pénitentiaire russe) pour 10 000 habitants permanents, 2014. Ces informations ne sont plus actualisées, car les bureaux régionaux du FSIN ne publient pas toujours d'informations sur les établissements.

Selon « OVD-Info », en 2023, au moins 40 prisonniers politiques ont été placés à l'isolement, souvent à plusieurs reprises ; au total, 82 isolements ont été recensés, représentant 1 015 jours par an.

L'alimentation constitue un problème majeur pour les détenus. Le menu, composé de céréales bon marché et de produits périmés, ne fournit même pas le minimum de calories. Les normes nutritionnelles actuelles sont obsolètes et le contrôle de la qualité des aliments est soit inexistant, soit superficiel. Pour les prisonniers politiques, dont les familles ne peuvent pas toujours leur faire parvenir de colis en raison de l'éloignement des colonies pénitentiaires, cela représente une véritable épreuve.

L'accès aux soins de santé dans les prisons russes est en grande partie illusoire. Les détenus peuvent attendre des semaines pour consulter un médecin et même l'obtention de médicaments essentiels se transforme en enfer bureaucratique. Les prisonniers politiques sont souvent délibérément privés de soins médicaux afin d'accroître la pression exercée sur eux. On connaît par exemple des cas de militants souffrant de maladies chroniques qui se sont retrouvés sans médicaments vitaux.

Pour les prisonniers politiques, la prison devient un lieu d'oppression non seulement physique, mais aussi psychologique. Ils sont isolés, soumis à des fouilles régulières, privés de correspondance et de la possibilité d'appeler leurs proches. Tout refus de « coopérer » avec l'administration ou le fait de faire preuve de ses principes est puni encore plus sévèrement. Les prisonniers sont envoyés dans des cellules disciplinaires où la température peut être à peine supérieure à zéro, et ils sont contraints de dormir à même le sol ; les gardiens ne fournissent des matelas que la nuit, et ceux-ci sont confisqués à la moindre infraction.

Les « cabanes de presse » occupent une place particulière : ce sont des cellules où les prisonniers sont systématiquement tourmentés. Pour les prisonniers politiques, il s'agit souvent d'une tentative d'extorquer de faux aveux ou de briser leur volonté. Ici, il n'y a pas de règles, seulement l'arbitraire et la peur.

Le système de travail forcé mérite également d'être mentionné. Officiellement, le travail dans les colonies pénitentiaires russes fait partie du « programme de réinsertion ». En réalité, c'est un système d'exploitation où les prisonniers travaillent souvent 12 à 14 heures par jour pour une rémunération dérisoire. Les postes de travail sont souvent mal aménagés, dépourvus d'équipements de protection et ne respectent pas les normes de sécurité et d'hygiène.

Les prisonniers politiques se voient souvent confier les tâches les plus difficiles, subissent une discrimination dans la répartition du travail et sont punis s'ils refusent de travailler ou s'ils n'atteignent pas des « quotas de production suffisamment élevés ». Le travail devient un

moyen de pression supplémentaire, et tout refus peut entraîner l'isolement cellulaire ou une aggravation des conditions de détention.

POURQUOI LA GAUCHE INTERNATIONALE DEVRAIT-ELLE S'EN INQUIÉTER?

La situation dans les prisons russes n'est pas simplement un problème interne. Elle reflète une tendance générale à la dégradation des droits humains et au renforcement du contrôle politique. Les prisonniers politiques qui luttent pour la liberté, l'égalité et la démocratie subissent des conditions inacceptables.

Les militants de gauche du monde entier, attachés à leurs droits et libertés, doivent comprendre que l'indifférence face à ce problème équivaut à un consentement tacite à la répression. La lutte pour les droits des prisonniers politiques en Russie est une lutte pour les valeurs de gauche que sont la liberté et la solidarité. Elles doivent transcender toutes frontières nationales.

Nombre de militants russes, notamment les représentants des mouvements de gauche, subissent des injustices supplémentaires même après leur libération. Malgré la répression qu'ils ont subie, leurs convictions communistes ou anarchistes constituent souvent un obstacle à l'obtention de l'asile politique en Europe et ailleurs. La bureaucratie européenne les perçoit souvent avec préjugés, les considérant comme une menace idéologique plutôt que comme des acteurs de la lutte pour les droits et la justice sociale, et leur refusent tout soutien.

De ce fait, ceux qui se sont opposés à la dictature capitaliste de droite se retrouvent dans une situation désespérée. Nombreux sont ceux qui sont contraints de rester en Russie sous étroite surveillance et contrôle strict des services de sécurité, constamment menacés d'un nouvel emprisonnement. Il ne s'agit pas simplement d'ignorer leurs souffrances ; c'est un consentement tacite ou une impuissance face à la répression qu'ils subissent. Ainsi, leur liberté devient souvent une

illusion. Le combat pour la justice se poursuit hors des murs de la prison, mais sous une pression et un danger tout aussi intenses.

VOIX DE DERRIÈRE LES BARREAUX

Les prisonniers politiques de gauche partagent une même aspiration : celle de créer un monde sans oppression, sans injustice et sans corruption. Dans la Russie d'aujourd'hui, de tels rêves se payent au prix fort. L'appareil répressif criminalise les convictions et l'activisme. Ces personnes ont été victimes de procès-spectacles, d'accusations fabriquées de toutes pièces et de traitements inhumains.

Chaque biographie de ce livre dresse le portrait d'une personne qui a consacré sa vie à la lutte pour le bien commun. Certains ont organisé des grèves dans les usines, défendant les droits des travailleurs. D'autres ont créé des médias indépendants, dénonçant la corruption et les abus. D'autres encore s'engageaient dans des activités éducatives, inspirant la solidarité et la résistance face à l'injustice. Leurs parcours étaient divers, mais la fin était la même : une peine sévère, sans issue possible dans le système pénal.

Nous montrerons aussi le côté humain de ces personnes : qui elles étaient avant leur arrestation, comment elles vivaient, qui elles aimaient et quels étaient leurs rêves. Car derrière chaque statistique se cache un être humain, avec ses faiblesses, ses espoirs et ses souffrances.

L'AFFAIRE DE TIOUMEN

Les poursuites pénales engagées contre six anarchistes et antifascistes originaires de Tioumen, Sourgout et Iekaterinbourg, qui ont débuté en août 2022, ont suscité l'attention du public et des défenseurs des droits humains. Ils sont accusés de création d'un groupe terroriste (article 205.4 du Code pénal russe) et de préparation d'actes terroristes (article 30, paragraphe 1 ; article 205, paragraphe 2 du Code pénal russe).

Selon les enquêteurs, les accusés auraient projeté de faire exploser des bureaux de recrutement militaire ainsi que des commissariats de police, et de saboter les voies ferrées utilisées pour le transport de matériel militaire russe vers l'Ukraine. Ces accusations ont constitué le fondement de l'affaire, qui a donné lieu à des actes de torture et a suscité une vive condamnation en Russie et à l'étranger.

LES ACCUSÉS

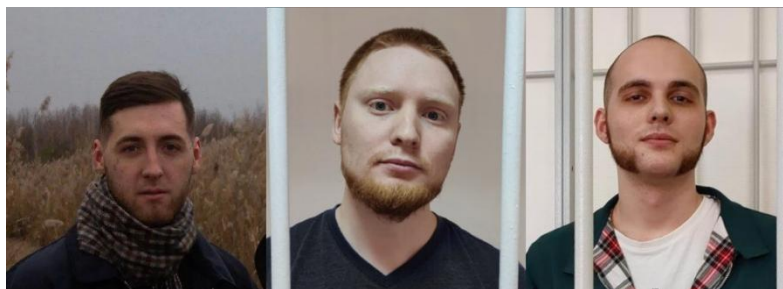
Nikita Oleynik. Dès son enfance, il manifesta un intérêt pour le sport, et plus particulièrement pour la boxe, qui a joué un rôle important dans sa vie. Nikita s'intéressait également au domaine médical, se formant pour devenir chirurgien et exerçant divers métiers : travailleur posté, infirmier, chauffeur de taxi et coursier. À 16 ans, il se passionna pour l'anarchisme, dont les idéaux étaient axés sur la liberté individuelle et la résistance à l'oppression sociale et politique. En mars 2021, Nikita, avec Roman Paklin, fonda à Sourgout la bibliothèque publique libertaire « Burevestnik », qui devint un important projet culturel et éducatif visant à diffuser les idées anarchistes.

Roman Paklin. Né et ayant grandi à Sourgout, il servit dans les troupes ferroviaires, puis, après sa démobilisation, travailla comme mécanicien pour la compagnie pétrolière Sourgoutneftegaz. Dès son plus jeune âge, Roman manifesta un intérêt pour les idées de gauche et la culture punk, qui façonnèrent sa vision du monde. Pour lui, le mouvement punk devint non seulement une musique, mais aussi une philosophie de résistance à l'injustice sociale. Ses convictions étaient profondément anarchistes et il participa activement à des manifestations contre l'injustice et la corruption. Avec Nikita Oleynik, Roman a cofondé la bibliothèque publique libertaire « Burevestnik », qui est devenue un lieu d'échange d'idées et de formation pour les nouveaux militants de Sourgout.

Deniz Aydyn. Formé comme conducteur de locomotive, il était également passionné de musique. Il était membre du groupe de hardcore « Siberian Brigade », qui était bien plus qu'un simple projet musical : un véritable vecteur de diffusion des idées antifascistes. Deniz travaillait comme ouvrier polyvalent, notamment lors de mariages, ce

qui lui permettait de conserver son autonomie. Ses convictions étaient axées sur la lutte contre les inégalités et les injustices sociales, ainsi que sur la défense des droits des groupes marginalisés. Dans sa carrière musicale et son militantisme, il entendait utiliser l'art comme outil de résistance et de transformation sociale.

Kirill Brik. Il travaillait dans la carrosserie et dans l'atelier de son père. Il faisait également partie du groupe de musique avec Deniz Aydin et exprimait activement ses convictions antifascistes à travers son art.



Accusés dans l'affaire de Tioumen. De gauche à droite : Nikita Oleynik, Roman Paklin, Deniz Aydin.

Youri Neznamov. Il vivait à Iekaterinbourg et travaillait comme modélisateur 3D indépendant sur divers projets de conception et de technologie. Youri était attaché à un mode de vie sain, pratiquait assidûment la boxe thaï et entretenait une discipline morale et physique rigoureuse. Ses loisirs et sa profession lui permettaient d'appréhender le monde sous l'angle de l'innovation et du progrès, ce qui se manifestait également dans son activisme politique. Yuri était un partisan des idées anarchistes et aspirait à créer une société libérée de toute forme d'oppression et d'inégalité.

Danil Tchertykov. Il travaillait comme vétérinaire, spécialisé dans le bien-être et la santé animale. En dehors de son travail, Danil soutenait activement les causes de la justice sociale et était un anarchiste convaincu. Comme les autres membres du groupe, il s'opposait au pouvoir d'État, qui ne défendait que les intérêts des élites et des grandes entreprises, ignorant les besoins de la majorité.

Malgré les tortures et les menaces subies après leur arrestation, ces personnes sont restées fidèles à leurs idéaux et leur combat se poursuit malgré une persécution brutale.



Les accusés dans l'affaire de Tioumen. De gauche à droite : Kirill Brik, Youri Neznamov et Danil Tchertykov. L'inscription sur les vêtements de Tchertykov dit : « Tu vis dans une superpuissance ? Accroche-toi super puissamment ! »

CONTEXTE

Le soir du 30 août 2022, la police a interpellé Deniz Aydin et Kirill Brik dans une forêt à la périphérie de Tioumen. Selon la police, ces deux hommes, originaires de Tioumen, projetaient de tester un mélange explosif artisanal dans un endroit isolé. Après leur arrestation, Aydin et Brik ont été conduits au ministère de l'Intérieur, où ils ont été torturés afin de leur extorquer des aveux : selon l'accusation, ils projetaient de faire exploser des bâtiments du FSB (Service fédéral de sécurité de la fédération de Russie, le service de renseignement principal russe) et des voies ferrées.

Le lendemain soir, le 31 août, Danil Tchertykov et Youri Neznamov ont été interpellés à Iekaterinbourg, et Nikita Oleynik à Sourgout. Le 1er septembre, Roman Paklin a été interpellé sur son lieu de travail à Sourgout. Après fouille, ils ont tous été transférés à Tioumen. Début septembre, tous les prévenus ont été placés en détention provisoire au centre de détention provisoire n° 1 de Tioumen.

Kirill Brik et Deniz Aydin ont été inculpés de « fabrication et possession d'explosifs artisanaux » (article 223.1, alinéa 2, du Code pénal russe). Nikita Oleynik, Danila Tchertykov, Youri Neznamov et Roman Paklin ont été inculpés d'« organisation et participation à une organisation terroriste » (article 205.4 du Code pénal russe). En juillet 2023, Brik et Aydin ont également été inculpés en vertu de l'article 205.4 du Code pénal russe.

ALLÉGATIONS DE TORTURE

Après leur arrestation, tous les accusés ont déclaré avoir été torturés lors de leur détention et de leur interrogatoire. Leurs avocats ont porté plainte auprès du Comité d'enquête de la Fédération de Russie concernant l'usage de la violence, mais ce dernier a refusé d'engager des poursuites pénales contre les agents des forces de l'ordre impliqués dans les actes de torture.

Suite à ces événements, l'état de santé de Roman Paklin s'est dégradé : son bras s'est engourdi, il a souffert de douleurs thoraciques et d'hypertension. Cependant, les soins médicaux ont été retardés jusqu'à fin décembre 2022. Auparavant, le personnel médical des Centres de détention provisoire n° 1 de Tioumen et n° 2 de Zavodooukovsk, où Paklin était détenu temporairement, avait ignoré ses plaintes concernant la détérioration de son état de santé.

Le 5 avril 2023, Paklin a été transféré au Centre de détention provisoire n° 1 d'Iekaterinbourg pour une évaluation psychiatrique, puis à l'Hôpital psychiatrique régional d'Iekaterinbourg.

Le 1er août, après son retour au Centre de détention provisoire n° 1 de Tioumen, un traitement psychiatrique a été prescrit à Roman Paklin. Il est actuellement soigné à l'Hôpital psychiatrique régional, dans le village de Lebedevka, région de Tioumen.

Les six accusés sont en détention. En septembre 2023, Kirill Brik a conclu un accord préalable au procès et a témoigné contre Nikita Oleynik, un témoignage que beaucoup estiment avoir été obtenu sous la contrainte. En mai 2024, Brik a été condamné à huit ans de prison dans un établissement de haute sécurité. Il convient de souligner que,

malgré la connaissance de tous les risques encourus, Kirill Brik a décidé de témoigner par intérêt personnel et dans l'espoir d'obtenir un allègement de sa peine. C'est pour cause de son témoignage que l'affaire a été requalifiée en infraction terroriste, ce qui a entraîné une augmentation des charges et la poursuite d'autres militants victimes d'accusations à motivation politique.

L'AFFAIRE « RÉSEAU » (« SET »)

L'histoire tragique d'un groupe de jeunes accusés d'avoir créé une organisation terroriste. Cette accusation a entraîné des arrestations, des actes de torture et de longues peines de prison.

LES ACCUSÉS

Dmitry Ptchelintsev. Né à Penza, fils d'un médecin et d'un ingénieur civil, il a été confronté dès son plus jeune âge à différents aspects de la vie et de la société au gré des déménagements de sa famille. Après avoir terminé ses études à Ijevsk, il a vécu quelque temps avec ses parents à Moscou. Il est ensuite retourné à Penza et s'est inscrit en informatique à l'Université d'État de Penza.

Sa mère, Svetlana Ptchelintseva, cardiologue dans un hôpital moscovite, se souvient de son fils avec tendresse et une pointe d'ironie amère :

« En tant que "terroriste", il n'aurait pas pu étudier à l'Académie Timiryazev, où l'on voyait des images d'animaux démembrés », explique-t-elle. « Il est végétalien. Déjà à l'époque, il disait qu'aucune vie ne devrait être sauvée au prix de la mort d'une autre. »

Dès son plus jeune âge, Dmitry adhérait à des principes moraux rigoureux, qui se manifestaient par son respect de la nature, des animaux et des êtres humains. Ses convictions reposaient sur les idéaux de non-violence et de respect de toute forme de vie.

Ces qualités, son intégrité et sa quête de justice rendent son sort dans l'affaire dite du « Réseau » particulièrement cruel. Au lieu de

reconnaître sa force morale et son potentiel intellectuel, l'État a déchaîné contre lui une machine répressive, l'accusant de faits qu'il n'aurait jamais pu commettre, compte tenu de ses convictions.

Ilya Shakoursky. Né et ayant grandi à Mokshan, une cité ouvrière située à 30 kilomètres de Penza. Ce petit village d'environ 10 000 habitants se trouve sur l'autoroute fédérale M-5 « Oural », qui mène à Moscou. La vie à Mokshan s'articule autour de plusieurs entreprises locales : une usine d'asphalte, un complexe de serres, une boulangerie, une beurrerie et deux confiseries. Cependant, malgré la présence d'emplois, les habitants sont souvent confrontés à de bas salaires.

« Le salaire moyen ici se situe entre 8 000 et 12 000 roubles [environ 80 à 120 euros – ndlr] », explique Elena Bogatova, la mère d'Ilya. « Mais Ilya rêvait de retourner dans son village natal après ses études et de travailler comme instituteur dans son ancienne école. Nous n'avons jamais eu le temps de discuter de la façon dont il vivrait ici. »

Ilya était connu pour son engagement civique, participant à l'organisation de manifestations et d'événements locaux visant à défendre les droits des travailleurs et à lutter contre le fascisme.

Au moment de son arrestation, Ilya était en troisième année de physique et de mathématiques à l'université d'État de Penza. Il projetait de retourner dans son village natal, Mokshan, puis de s'inscrire en master pour poursuivre ses études. Il rêvait d'enseigner à l'école de son village.

Son arrestation et les accusations portées contre lui dans le cadre de l'« Affaire du réseau » ont anéanti ses projets.

Andrey Tchernov. Il est né dans une famille nombreuse à Kamenka, une petite ville d'environ 35 000 habitants située à seulement 70 kilomètres de Penza. Chaque année, de nombreux jeunes partent y chercher de meilleures perspectives à Penza ou dans les grandes villes. Un seul employeur important subsiste : la raffinerie de sucre de Sucden, propriété d'une entreprise française. D'autres entreprises, comme l'ancienne usine Belinskselemash, jadis réputée, sont depuis longtemps

au bord de la fermeture, tandis que la boulangerie locale, l'abattoir et l'usine Stroydetal ont fait faillite il y a longtemps.

La mère d'Andreï, Tatiana Tchernova, a travaillé comme institutrice en maternelle pendant de nombreuses années, mais en 1996, elle a été licenciée et, comme beaucoup d'autres, a commencé à vendre au marché.

« Moi aussi, je me suis retrouvée au marché avec Tatiana à cette époque », se souvient Natalia Skvortsova, une amie de la famille Tchernov. « La vie nous y a contraints : certains ont réussi, d'autres non. Mais les Tchernov étaient de vrais travailleurs acharnés qui n'ont jamais baissé les bras. Quel que soit le temps – températures glaciales, tempêtes de neige – ils se levaient à quatre heures du matin pour aller au marché. »

La famille Tchernov a toujours vécu du labeur et a gagné honnêtement sa vie. Andreï a grandi dans ces conditions, valorisant le travail et rendant hommage à la diligence de ses parents qui, malgré toutes les difficultés, n'ont jamais cessé de se battre pour un avenir meilleur pour leurs enfants.

Vassili Kouksov. Né et a grandi à Serdobsk, petite ville située à 100 kilomètres de Penza. Comptant environ 30 000 habitants, Serdobsk était autrefois un centre industriel réputé pour ses usines, mais sa situation économique laisse aujourd'hui à désirer. La plupart des entreprises ont fermé leurs portes et seules des usines agroalimentaires et des fabricants de meubles sont encore en activité.

« Les entreprises meurent. Des anciennes usines, seule l'usine de construction mécanique est encore en activité. L'usine horlogère a fermé, tout comme l'usine de lampes. Même la boulangerie a fermé. Il ne reste que des magasins et des pharmacies, il n'y même plus le marché », déplorent Maria Timofeeva et Nina Petrova, voisines de la famille Kouksov.

Serdobsk, comme beaucoup d'autres villes similaires, est devenue un lieu que les jeunes aspirent à quitter pour chercher une vie meilleure. Vassili, pourtant, n'a jamais rêvé d'une grande ville. Il menait une vie simple dans sa ville natale.

Mikhaïl Koulkov. Né dans une famille qui appréciait les voyages et la découverte. Il était l'aîné de deux frères. Dès son plus jeune âge, Mikhaïl a commencé à explorer le monde : ses premiers pas ont été faits au pied du mont Kourgane Mamaïev à Volgograd, alors qu'il n'avait qu'un an. La famille Koulkov voyageait beaucoup, ce qui a joué un rôle important dans l'éducation de Mikhaïl ; sa vision du monde était vaste et diversifiée.

La mère de Mikhaïl, Elena Samonina, l'a toujours soutenu, malgré toutes les difficultés. Elle n'a jamais manqué une seule audience dans l'affaire « Réseau », continuant de se battre pour son fils. Dans une interview, Elena a raconté comment son fils a grandi, ses passe-temps et ses rêves. Mikhaïl s'intéressait à de nombreux aspects de la vie et, comme beaucoup de ses pairs, il a expérimenté et cherché sa propre voie. Mais sa vie a basculé lorsqu'il s'est retrouvé impliqué dans une affaire de drogues, ce qui a conduit à son arrestation dans l'affaire « Réseau ».

Mikhaïl Koulkov, malgré son implication dans le trafic de stupéfiants – que nous condamnons fermement, – a été arrêté dans l'affaire « Réseau » non pas pour cela, mais pour ses convictions politiques. Militant antifasciste et pour la justice sociale, il a été poursuivi en justice pour ces raisons. Nous le considérons comme un prisonnier politique car son arrestation et sa condamnation sont directement liées à ses opinions et activités politiques, et non à des infractions personnelles.

Il est important de comprendre que son arrestation et son procès s'inscrivent dans une persécution plus large des personnes qui s'opposent au gouvernement en place, et nous sommes convaincus que Mikhaïl est victime de ces poursuites à motivation politique.

Maksim Ivankine. Né à Bessonovka, un village près de Penza, de Tatiana et Sergueï Ivankine. La famille vivait dans une maison individuelle et, dès son plus jeune âge, Maksim a fait preuve de respect envers ses aînés et évitait les conflits avec ses voisins. Comme Mikhaïl Koulkov, il a obtenu son diplôme de l'École supérieure de commerce et d'économie de Penza, avec une spécialisation en ingénierie culinaire.

Maksim avait des intérêts variés et ses amis le décrivaient toujours comme une personne passionnée par les idées et comme très actif.

Passionné de littérature, il était étudiant militant, aimait la musique et participait régulièrement aux activités du club humoristique. Son goût du voyage et de l'aventure se manifestait par sa pratique fréquente de l'auto-stop, à l'instar de Mikhaïl, avec une préférence pour les forêts et les champs déserts. Mais sa vie ne se résumait pas à ses études et à ses loisirs. Maxim a exercé divers métiers, de cuisinier à ouvrier polyvalent. Il a également été animateur de colonie de vacances, organisateur d'événements et créateur de t-shirts personnalisés.



Accusés dans l'affaire « Réseau ».

De gauche à droite : Arman Sagynbaïev, Vassili Kouksov, Mikhaïl Koulkov, Andreï Tchernov, Dmitri Ptchelintsev, Ilya Shakoursky et Maksim Ivankine. L'inscription sur les vêtements d'Ivankine dit : « Votre électrocution ne tuera pas nos idées. »

Arman Sagynbaïev. Né à Novossibirsk, il a fait preuve de curiosité et de créativité dès son plus jeune âge. Sa mère, Elena Strigina, se souvient que son père a choisi son prénom. « Arman » signifie « rêve » en kazakh.

Arman était un enfant sociable et ouvert, et entretenait une relation chaleureuse, presque amicale, avec sa mère. Il a très tôt manifesté un intérêt pour la créativité : il jouait de l'accordéon et du piano, et fabriquait aussi divers objets de ses mains.

Lorsque l'ordinateur est arrivé à la maison, Arman, alors âgé de cinq ans, s'est immédiatement passionné pour cette nouvelle technologie. À dix ans, il avait déjà programmé son premier jeu vidéo : une balle qui rebondissait sur les murs. Il avait également sa propre petite serre sur le balcon, où il cultivait des herbes, de la laitue, des concombres et même des citrons.

Il est important de noter que ni nous ni les organisations de défense des droits humains n'apportons actuellement de soutien à Arman Sagynbaïev en raison des faits, notamment pour des affaires de violences sexualisées et de contamination délibérée au VIH. Cependant, malgré cela, nous le reconnaissons comme prisonnier politique, conformément aux conventions internationales relatives aux droits de l'homme et aux critères généraux. Sa persécution est liée à ses convictions politiques et nous considérons son cas comme faisant partie d'une politique répressive plus large visant à étouffer la dissidence.

Viktor Filinkov. Né à Petropavlovsk, dans le nord du Kazakhstan, il a manifesté très tôt une passion pour la technologie, des robots télécommandés aux ordinateurs et à la programmation. Sa mère, Natalia Filinkova, se souvient que son fils excellait dans ses études et recevait toujours des certificats de mérite pour ses résultats scolaires.

Après avoir obtenu son baccalauréat, Viktor s'est installé en Russie et s'est inscrit à la faculté d'informatique de l'Université d'État d'Omsk. En troisième année, il a quitté l'université pour travailler comme programmeur, un métier où il a connu un succès considérable. Il est défenseur des logiciels libres et d'un internet libre. Il était actif au sein de la communauté Linux, intervenant fréquemment lors de conférences et donnant des cours sur la sécurité informatique.

Selon son ami, Yegor Drevlyanin, l'arrestation de Viktor a été un véritable choc pour tous ses proches. À Omsk, on ne parlait pas de révolutions ni d'actions violentes. Au contraire, d'après Yegor, les jeunes anarchistes cherchaient à créer des liens et des communautés. Viktor, disait-il, n'était pas enclin aux activités illégales et ne participait à aucune activité extrémiste ; il ne s'intéressait ni à l'alcool, ni au tabac, ni aux drogues. Il était tolérant et respectueux envers les personnes souffrant de diverses addictions, ce qui, selon Yegor, soulignait son humanité.

La mère de Viktor, malgré l'influence des médias, ne croyait pas aux accusations portées contre son fils, les qualifiant d'« absurdes ». Toute la famille était sous le choc, et Yegor a souligné avec gratitude l'importance du moment où les gens peuvent se forger une opinion indépendante et ne pas succomber à la propagande.

Yulian Boyarshinov. Depuis l'arrestation de son fils, son père, Nikolai Boyarchinov, organise chaque vendredi un piquet de grève solitaire dans le centre de Saint-Petersbourg en soutien aux personnes accusées dans l'affaire « Réseau ». Le 9 mai 2018, jour de la Victoire sur le fascisme, il a réalisé sa première affiche pour dénoncer la persécution des opposants au fascisme en Russie. Nikolai considère son action comme la continuation d'une tradition familiale de lutte contre l'injustice, profondément ancrée dans leur histoire.

Les parents de Yulian lui ont donné un prénom inhabituel, conscients des difficultés que cela impliquerait pour lui. Dès son plus jeune âge, il trouvait toujours de quoi s'occuper, créer et développer. Dans sa datcha, il construisait des châteaux de sable et des nids dans les bouleaux. Ces élans créatifs et ce désir d'indépendance ont toujours été des traits marquants de sa personnalité.

Malgré toutes les épreuves de la vie, Yulian est resté fidèle à ses idéaux. Son engagement antifasciste et militant pour la justice lui ont valu d'être persécuté. Malgré la douleur de la perte et l'accusation injuste, la famille de Yulian continue de se battre pour la vérité, espérant que son affaire et celles de tous ceux qui ont souffert pour leurs convictions seront un jour jugés équitablement.

Ces jeunes hommes étaient unis par un objectif commun : bâtir une société plus juste et plus libre. Leurs arrestations et condamnations sont devenues le symbole de la répression exercée contre les militants et les défenseurs des droits humains en Russie. Malgré toutes les épreuves, ils restent fidèles à leurs idéaux, inspirant d'autres personnes à lutter pour la liberté et la justice.

L'AFFAIRE DE TCHITA

Les poursuites pénales engagées contre des anarchistes et antifascistes de Tchita, accusés d'incitation à des activités extrémistes et terroristes, illustrent la répression brutale de l'activisme politique, notamment chez les jeunes. L'arrestation a été motivée par la présence de graffitis pacifistes, dont le slogan « Mort au régime ».

Ces symboles de protestation contre la guerre et la répression politique ont entraîné des poursuites en vertu de plusieurs articles du Code pénal russe, notamment les articles 205.2, alinéa 2, (« Incitation publique à des activités terroristes »), 280, alinéa 2, (« Incitation publique à des activités extrémistes ») et 214, alinéa 2, (« Vandalisme motivé par la haine politique »).

LES ACCUSÉS

Aleksandr Snezhkov. Antifasciste, condamné à six ans de prison.

Lyubov Lizounova. Anarchiste mineure au moment de son arrestation, condamnée à trois ans et demi de prison. Malgré son jeune âge, les autorités n'ont fait preuve d'aucune clémence et l'ont inculpée de graves accusations d'extrémisme et de terrorisme pour avoir utilisé les graffitis comme forme de protestation.

Vladislav Vishnevsky. Condamné à un an et demi de travaux forcés.

Les peines ont été prononcées le 25 avril 2024 par le tribunal militaire du 1er district lors d'une audience à Tchita. Lors des plaidoiries finales, le procureur a requis une peine de cinq ans de prison contre Lizounova. Le tribunal a également classé sans suite les poursuites pénales engagées contre Lizounova pour vandalisme (graffitis) en raison de l'expiration du délai de prescription pour engager la responsabilité des mineurs.

Cette affaire est l'un des exemples les plus frappants de la persécution des jeunes, notamment d'une militante mineure, en raison de leurs convictions politiques. De tels cas démontrent la brutalité avec laquelle le système russe peut réagir à la moindre manifestation de protestation

politique, en particulier de la part des jeunes, et la rapidité avec laquelle la vie de ceux qui osent exprimer leur désaccord avec la politique de l'État peut être brisée.



Accusés dans l'affaire de Tchita : Lyubov Lizounova et Aleksandr Snezhkov.

Les parents des antifascistes Aleksandr Snezhkov et Liubov Lizounova sont indignés et choqués par l'issue de l'audience du 25 novembre. Ils risquent de longues peines de prison – des années de détention dans des conditions intolérables – pour des actes qui ne constituent pas un crime.

Aleksandr Snezhkov a récemment été inculpé d'« apologie du terrorisme ». L'affaire a débuté après qu'un détenu-provocateur a été placé dans sa cellule :

« Comme Aleksandr l'a raconté à son avocate, N.M. Grigorieva, en janvier dernier, alors qu'il était détenu au centre de détention provisoire n° 1 de Tchita, un prisonnier collaborant avec l'administration a été placé dans sa cellule. Ce dernier a commencé à interroger l'anarchiste sur les raisons de son incarcération. Aleksandr lui a expliqué son affaire, et la conversation a été enregistrée. Sur la base de cet enregistrement, le FSB a ouvert une nouvelle enquête », résume ainsi la situation le groupe de soutien de Sasha.

Les parents, à travers leurs enfants, sont désormais convaincus que l'État russe demeure inhumain et instrumentalise le système judiciaire pour réprimer la dissidence. Ils ont été témoins de l'injustice et de la répression du système judiciaire russe, clairement illustrées par le sort de leurs enfants. Des graffitis et quelques partages sur une petite chaîne Telegram ne sauraient justifier de briser des vies.

Le groupe de soutien à Snezhkov et Lizounova ne baissera pas les bras. Nous continuerons à lutter pour nos camarades : par des dons, des actions juridiques, des lettres et une campagne de sensibilisation. L'État se venge, mais nous répondons par la solidarité.

L'AFFAIRE DE LA « RÉSISTANCE DE GAUCHE »

La « Résistance de gauche » a été fondée en 2017. Ce mouvement a rassemblé des sympathisants de gauche et d'opposition, organisé des manifestations publiques et été actif sur les réseaux sociaux. Malgré sa taille modeste, il a attiré l'attention des autorités en raison de ses critiques ouvertes de la politique gouvernementale.

LES ACCUSÉS PRINCIPAUX

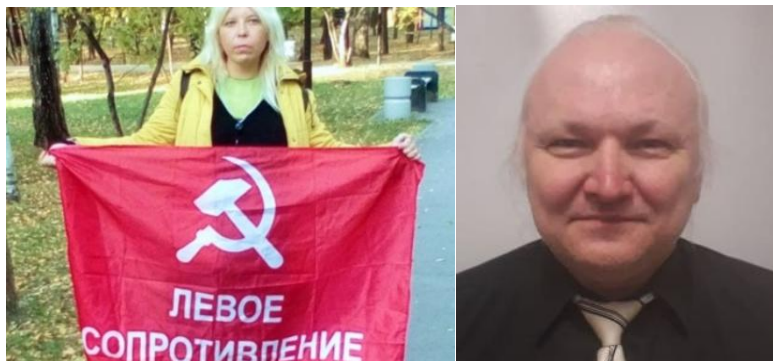
Daria Polyudova. Leader du mouvement, elle a été arrêtée à plusieurs reprises pour participation à des manifestations.

En décembre 2022, Polyudova a été condamnée à neuf ans de prison pour création d'un groupe extrémiste (article 282.1, alinéa 1, du Code pénal russe).

Alena Krylova. Une militante ayant participé à l'organisation des manifestations. En décembre 2023, elle a été condamnée à deux ans de prison.

Igor Kouznetsov. Journaliste originaire de Tomsk, il couvrait les activités de la Résistance de gauche. En mars 2024, il a été condamné à trois ans de prison avec sursis.

Sergueï Kirsanov. Membre du mouvement, il a été placé en hospitalisation sous contrainte en octobre 2023 sur décision de justice.



Daria Polyudova et Igor Kuznetsov

Les membres du mouvement étaient accusés d'avoir créé un groupe extrémiste, d'y avoir participé et d'avoir incité à des activités extrémistes. Les enquêteurs ont cité comme preuves des contenus publiés sur les réseaux sociaux, qu'ils estimaient extrémistes. Les accusations portaient également sur des manifestations et rassemblements publics organisés par les militants.

Des organisations de défense des droits humains, telles que le Centre des droits humains « Mémorial », ont reconnu Daria Polyudova, Alena Krylova et Igor Kouznetsov comme prisonniers politiques. Elles soulignent que la persécution des militants est clairement motivée par des raisons politiques, visant à réprimer l'activisme civique et à restreindre la liberté d'expression.

L'AFFAIRE DU CERCLE MARXISTE D'OUFA

L'affaire du Cercle marxiste d'Oufa illustre de manière frappante comment l'État peut recourir à la force et à l'autorité contre des citoyens se livrant uniquement à des activités théoriques et éducatives. En mars 2022, un groupe de militants de gauche d'Oufa a été pris pour cible par les forces de l'ordre, accusé d'avoir créé un groupe terroriste

et de préparer un coup d'État violent. Ce cercle avait été fondé en 2016 par l'oto-rhino-laryngologue Alexeï Dmitriev.

Ses membres se réunissaient chaque semaine au musée Staline pour discuter de théorie marxiste et de questions politiques. Les enregistrements des discussions étaient diffusés sur les réseaux sociaux et YouTube, attirant l'attention des autorités.

Les activités éducatives visant à comprendre les idées marxistes et à les appliquer dans un contexte contemporain étaient perçues comme une menace pour la stabilité du gouvernement.



Réunion de visite du Cercle marxiste d'Oufa, 2021.

LES ACCUSÉS

Dmitry Tchuvilin. Député du Qurultay (parlement) de la République du Bachkortostan. Figure politique active, ses convictions ont toujours été axées sur la justice sociale, l'égalité et les droits des travailleurs.

Pavel Matisov. Participant aux opérations militaires de 2014 dans la « République populaire de Louhansk » auto-proclamée. Son expérience du combat et sa participation au conflit dans l'est de l'Ukraine ont fait

partie des accusations, bien que ses activités à Oufa fussent purement éducatives et théoriques.



Accusés dans l'affaire du Cercle marxiste d'Oufa. Ci-dessus (de gauche à droite) : Pavel Matisov, Dmitry Tchuvin, Rinat Burkeev.

Rinat Bourkeev. Militant qui a toujours cherché à étudier et à diffuser les idées marxistes, insistant sur l'importance de la transformation socialiste.

Accusés dans l'affaire du Cercle marxiste d'Oufa. De haut en bas : Youri Efimov, Alexeï Dmitriev.

Youri Efimov. Retraité ayant consacré sa vie à l'étude de l'histoire, de la politique et de la théorie sociale.

Alexeï Dmitriev. L'organisateur du cercle, un otorhino-laryngologue, s'inspirait des idées marxistes et avait créé un espace de discussion sur les questions sociales et politiques contemporaines.



Ces personnes, malgré leurs différences de parcours et de professions, étaient unies autour d'un objectif commun : trouver un fondement théorique à la lutte contre l'injustice sociale et le capitalisme. Leurs activités, entièrement pacifiques et à vocation éducative, furent perçues comme une menace par les autorités.

Fin mars 2022, ils furent tous arrêtés. Les accusations portées contre eux paraissaient absurdes : selon les enquêteurs, les membres du cercle auraient planifié une prise de pouvoir violente, des attaques contre les forces de l'ordre et les unités militaires, ainsi que des actes terroristes. Cependant, aucune preuve de culpabilité ne fut présentée et l'enquête semblait fabriquée de toutes pièces, avec des signes évidents de répression politique.

En février 2024, le procès s'ouvrit à Iekaterinbourg. Les accusés nièrent toutes les accusations, affirmant que leurs activités étaient de nature purement théorique et éducative. Le procès suscita une vive indignation publique et fut accompagné des manifestations de soutien de la part de défenseurs des droits humains et de militants. Les organisations de défense des droits humains ont exprimé leur vive inquiétude quant aux poursuites engagées contre ces individus, évoquant de possibles violations de leurs droits et la nature politiquement motivée de l'affaire. En mai 2022, Rosfinmonitoring (l'autorité de surveillance financière russe) a ajouté tous les accusés à sa liste de terroristes et d'extrémistes, attirant ainsi l'attention sur l'injustice dont ils sont victimes.

Le 16 décembre 2025, le Tribunal militaire du district central à Iekaterinbourg a rendu son verdict dans l'affaire du « Cercle marxiste d'Oufa » :

- Pavel Matisov — 22 ans de privation de liberté et une amende de 200 000 roubles ;
- Youri Efimov — 18 ans de privation de liberté et une amende de 170 000 roubles ;
- Dmitry Tchuvilin — 20 ans de privation de liberté et une amende de 275 000 roubles ;

- Alexeï Dmitriev — 20 ans de privation de liberté et une amende de 275 000 roubles ;
- Rinat Bourkeev — 16 ans de privation de liberté et une amende de 60 000 roubles.

Ce verdict est devenu l'un des plus retentissants de la Russie en temps de guerre et illustre l'attitude des autorités face à des menaces même hypothétiques venant de la gauche.

Après l'énoncé de la sentence, les condamnés ont scandé à plusieurs reprises : « Fascistes ! »

L'AFFAIRE DES LYCÉENS DE KANSK

En 2020, une affaire a éclaté à Kansk, dans la région de Krasnoïarsk, devenant emblématique de la persécution des adolescents pour leurs convictions. Trois lycéens anarchistes – *Nikita Ouvarov, Denis Mikhailenko et Bogdan Andrejev* – se sont retrouvés au cœur d'une affaire criminelle qui a débuté par un collage d'affiches et s'est soldée par des accusations de terrorisme.



Denis Mikhailenko

DÉBUT DE L'AFFAIRE

En juin 2020, âgés de quatorze ans, Nikita, Denis et Bogdan ont collé des affiches critiquant l'État et soutenant les prisonniers politiques devant le siège local du FSB. Cet acte symbolique a conduit à leur arrestation.

Les enquêteurs ont affirmé que les adolescents projetaient de faire exploser le bâtiment du FSB, apprenaient à fabriquer des engins explosifs et en discutaient par messages. Leurs activités dans le jeu Minecraft, où ils auraient prétendument construit un bâtiment virtuel du FSB et prévu de le faire exploser, ont été présentées comme preuves.

Cet argument a provoqué un écho auprès de la population, illustrant l'absurdité des accusations.

VERDICT

En février 2022, le tribunal a rendu son verdict. Nikita Ouharov, qui a refusé de plaider coupable, a été condamné à cinq ans de détention dans un centre correctionnel pour mineurs pour « entraînement en vue de commettre des actes terroristes ». Ses amis, Denis et Bogdan, ont plaidé coupable dans le cadre d'une négociation de peine et ont bénéficié de peines avec sursis.

En octobre 2023, Nikita a été transféré du centre correctionnel pour mineurs à une colonie pénitentiaire pour adultes. Cette décision a suscité une nouvelle vague d'indignation publique.



De gauche à droite : l'avocat Vladimir Vasin, Nikita Ouharov et sa mère devant le tribunal. 7 février 2022.

DÉCLARATION FINALE DE NIKITA OUHAROV

Lors du procès, Nikita a fait sa déclaration finale, dans laquelle il a parlé franchement de ses opinions et de son expérience :

« J'étais peiné de constater que dans mon pays, des gens sont réprimés, des militants civiques qui veulent le bien du pays, qui militent pour son développement. J'ai appris cela par des médias non officiels et j'y ai cru. Malheureusement, j'ai maintenant moi-même fait l'expérience du despotisme de fonctionnaires sans scrupules... <...>

Je n'ai jamais écrit que je planifiais ou me préparais à faire exploser qui que ce soit, car je ne planifiais rien et ne préparais personne. Dans la correspondance examinée, nous nous interrogeons simplement : les gens là-dedans sont-ils bons ou mauvais ? Et pouvait-on les convaincre, leur faire comprendre qu'ils pouvaient se tromper en pensant que les anarchistes étaient mauvais ? C'est ce que je pensais, et c'est pourquoi j'ai suggéré de coller des affiches sur les anarchistes sur le bâtiment du FSB lui-même. <...>

Je serai en paix, car je n'ai jamais appris à mes amis à faire de mauvaises choses, je n'étais pas leur chef. Nous étions égaux et simplement amis. Je n'ai diffamé personne. Je n'ai pas honte, ni devant mes proches ni devant des inconnus qui connaissent notre histoire. Que certains croient les forces de l'ordre plutôt que moi ; je n'ai rien à me reprocher. Je n'ai jamais eu l'intention de faire exploser qui que ce soit. »

RÉSONANCE PUBLIQUE

L'affaire des lycéens de Kansk est devenue un exemple emblématique de répression politique. Les défenseurs des droits humains ont condamné les agissements des enquêteurs et du tribunal, dénonçant une machination et des accusations injustes.

La société civile, notamment les organisations de défense des droits humains, les juristes et les journalistes, a condamné la sévérité de la peine et les méthodes d'enquête. Cette affaire a soulevé des questions sur les limites de la justice, le rôle de l'État dans l'éducation des jeunes et le sort réservé à ceux qui osent exprimer ouvertement leurs opinions.

L'HISTOIRE D'AZAT MIFTAKHOV

Le destin d'Azat Miftakhov, mathématicien talentueux, doctorant à la faculté de mécanique et mathématiques de l'Université d'état de Moscou et anarchiste convaincu, est devenu l'une des illustrations les plus frappantes de la répression politique dans la Russie moderne.



Azat Miftakhov

DÉBUT DE LA PERSÉCUTION

Le 1er février 2019, Azat Miftakhov a été arrêté sur des soupçons de fabrication d'explosifs. Au cours des interrogatoires, il a affirmé avoir été torturé pour l'obliger à faire des aveux. Les accusations de fabrication d'explosifs ont rapidement été abandonnées, mais Azat n'a pas été relâché : il a été inculpé d'hooliganisme pour sa participation à l'attaque du bureau du parti Russie Unie à Moscou.

L'accusation était fondée sur des motifs bancaux et des témoignages douteux. Cependant, en janvier 2021, le tribunal du District de Golovinsky à Moscou a condamné Miftakhov à six ans d'emprisonnement dans une prison à régime général. Ses avocats ont interjeté appel, mais ils n'ont que légèrement assoupli le verdict : en avril 2022, la peine a été réduite de trois mois.

UN NOUVEAU CYCLE DE RÉPRESSION

Le 4 septembre 2023, Azat devait être libéré. Cependant, au lieu de rencontrer des proches, une nouvelle arrestation l'attendait. Cette fois, une affaire a été ouverte contre lui pour justifier le terrorisme. L'enquête a affirmé que Miftakhov, alors qu'il se trouvait dans la prison, aurait approuvé Mikhail Zhlobitsky, qui, en 2018, avait commis une attaque à l'explosif dans le bureau du FSB à Arkhangelsk.

Le 28 mars 2024, le tribunal militaire du District Central d'Ekaterinbourg a condamné Miftakhov à quatre ans de prison, les deux premiers ans et demi étant dans un régime de prison de régime strict. Cette condamnation a été encore plus sévère que ce que l'accusation avait demandé.

RÉPRESSION À L'INTERIEUR DE LA PRISON

Pendant son incarcération, Azat a fait face à une discrimination supplémentaire. En 2023, il a publiquement déclaré sa bisexualité, ce qui l'a rendu encore plus vulnérable dans un système carcéral où l'homophobie est enracinée. Il a été interdit de communiquer avec d'autres détenus, de se serrer la main, s'asseoir avec eux à la même table. Ces interdictions visaient à l'isolement complet, mais elles n'ont fait que souligner la fermeté et le courage de Miftakhov, qui n'a pas dérogé à ses convictions.

VOIX DE SOUTIEN

L'histoire d'Azat Miftakhov n'a laissé indifférent ni ses collègues ni les défenseurs des droits de l'homme. Des scientifiques du monde entier ont signé des pétitions réclamant sa libération. Les organisations de défense des droits de l'homme, dont Amnesty International, l'ont reconnu comme prisonnier politique. Ils soulignent que l'affaire Miftakhov n'est pas seulement un procès, c'est une attaque contre la liberté de pensée et de conviction.

De plus, Azat a lutté à plusieurs reprises pour ses droits, même dans des conditions de détention stricte. Il a utilisé des méthodes de protestation telles que des grèves de la faim, des mutilations physiques et même des incendies dans sa cellule. Ces actions radicales sont devenues son moyen d'attirer l'attention sur les violations systématiques de ses droits et les mauvais traitements. Chacun de ses pas était un défi pour un système qui essayait de casser sa volonté.

Azat Miftakhov reste détenu, mais son nom est connu bien au-delà des murs de la prison. Des actions de solidarité lui sont dédiées, des défenseurs des droits de l'homme et des militants en parlent. L'histoire de Miftakhov rappelle que même dans les coins les plus sombres du système, il y a de la place pour la lumière.

L'HISTOIRE DE BORIS KAGARLITSKY

Boris Kagarlitsky, sociologue, politologue et publiciste de gauche de renom, est devenu l'un des exemples les plus frappants de la répression de la liberté d'expression et de conviction dans la Russie moderne. Sa vie est une voie de lutte pour la justice sociale, les droits de l'homme et l'expression politique ouverte, qui l'a conduit à plusieurs reprises à des affrontements avec l'Etat.

Dès ses années universitaires, Boris s'est passionné pour les idées marxistes et pour la littérature alors interdite, en particulier les travaux de Herbert Marcuse. À partir de 1977, il est devenu un dissident de gauche et a participé à la publication de revues samizdat telles que « Variantes », « Tournant de gauche » (puis « Socialisme et avenir »).

En 1979, il est devenu candidat au Parti communiste de l'URSS. En 1980, après avoir réussi brillamment l'examen d'État, il a été interrogé par le KGB et exclu de l'Académie russe des arts du théâtre ainsi que des candidats au parti « pour activités antisociales ». Il a travaillé comme facteur.

En avril 1982, il a été arrêté dans le cadre de « l'affaire des jeunes socialistes » et a passé un peu plus d'un an dans la prison de Lefortovo, accusé de propagande antisoviétique. Il a été libéré mais privé du droit de poursuivre ses études.

Dans la période post-soviétique, Kagarlitsky a poursuivi son combat pour les droits humains et n'a cessé de critiquer le pouvoir. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur la politique la sociologie et l'histoire, et a collaboré avec des publications telles que « The Moscow Times », « Novaya Gazeta », « Vek » et d'autres. Ses travaux, dont « Marxisme : non recommandé à l'étude », « Entre classe et discours », « La longue retraite » et d'autres, ont suscité un grand intérêt en Russie comme à l'étranger.

Kagarlitsky a acquis une popularité particulière grâce au projet médiatique « Rabkor » qu'il a créé, sur la base duquel il a analysé les processus sociaux et politiques, n'hésitant pas à critiquer le pouvoir.



Boris Kagarlitsky

L'AFFAIRE DES « FÉLICITATIONS EXPLOSIVES »

En octobre 2022, Boris Kagarlitsky a publié une vidéo intitulée « Les Félicitations explosives du chat Mostik ». Dans cette vidéo, il a discuté des événements liés à l'explosion sur le pont de Crimée. La vidéo a suscité l'intérêt des forces de l'ordre après l'appel du député régional d'Ukhta de la République des Komis Leonid Krasnoperov, qui a exigé de donner une évaluation juridique de la vidéo.

À l'été de 2023, le FSB a engagé une procédure pénale contre Kagarlitsky en vertu de la partie 2 de l'article 205.2 du Code pénal (justification publique du terrorisme). Le sociologue a été arrêté et transféré à Syktyvkar, où il était détenu en attente de jugement.

CONDAMNATIONS ET RÉACTIONS PUBLIQUES

En décembre 2023, la Cour suprême de la République de Komi a déclaré Kagarlitsky coupable. Il a été condamné à une amende de 609 000 roubles et interdit d'administrer les ressources Internet pendant deux ans. Le parquet a toutefois jugé la peine trop clémentine et a interjeté appel.

En février 2024, la Cour d'appel militaire a durci la peine : Kagarlitsky a été condamné à cinq ans de prison dans une colonie pénitentiaire de régime général. Il a été placé en garde à vue dans la salle d'audience.

Ce verdict a suscité un large écho dans les milieux universitaires et les milieux des droits de l'homme. Des collègues et des personnalités publiques ont déclaré que Kagarlitsky était poursuivi uniquement pour ses opinions politiques et ses déclarations. En octobre 2023, la professeure de l'Université du Manitoba (Canada) Radika Desai, a transmis à Vladimir Poutine un appel sur l'affaire Kagarlitsky lors du forum Valdai. Bien que le président ait promis d'examiner le document afin de le prendre en compte, le durcissement de la peine en février 2024 a démontré le contraire. Il est probable que ce durcissement résulte justement du fait que ce document ait effectivement attiré l'attention du président.

LA LUTTE CONTINUE

Le cas de Boris Kagarlitsky n'est pas seulement un exemple de lutte pour ses convictions, mais aussi un reflet de la façon dont l'État tente de réprimer tout désaccord. Son sort reste au centre de l'attention du public, des organisations de défense des droits de l'homme et de ses collègues internationaux. Pour tout le monde, Kagarlitsky est devenu un symbole d'intransigeance face aux pressions politiques et ses œuvres continuent d'inspirer ceux qui croient en la nécessité d'un changement social.

L'AFFAIRE « ANTIFA UNITED »

L'affaire « Antifa United » est devenue un exemple frappant de la persécution des militants en Russie pour leur participation à des activités antifascistes. Au centre de l'enquête était *Bogdan Yakimenko*, fondateur de la marque de vêtements « Antifa United », qui a été arrêté le 5 juin 2024 à Rostov-sur-le-Don. Le même jour, sept personnes soupçonnées d'être liées au mouvement ont été arrêtées à Moscou. De nombreux détenus ont fait des allégations de torture, y compris l'utilisation de chocs électriques.

Selon la version du Comité d'Enquête de la Russie, les membres du groupe, à partir de 20 juin 2020, ont créé une organisation extrémiste dans le but de préparer et de commettre des crimes d'orientation extrémiste dans la région de Moscou. Les accusations portent sur l'implication de mineurs dans les activités de l'organisation et la



Bogdan Yakimenko et les exemples des vêtements de la marque « Antifa United »

planification d'infractions motivées par la haine à l'égard des agents des forces de l'ordre. Cette affaire inquiète les organisations de défense des droits de l'homme, qui considèrent que la persécution des membres d'Antifa United est politiquement motivée et est liée à la tendance plus large de la répression contre les militants et les mouvements de jeunes gauches en Russie.

L'AFFAIRE ALEXEI ROZHKOV

Alexei Rozhkov est un jeune homme de 25 ans d'une petite ville de Berezovsky, dans la région de Sverdlovsk. Avant le début de la guerre avec l'Ukraine, il vivait une vie ordinaire : il travaillait comme vendeur-consultant dans un magasin et aimait jouer de la guitare basse. Mais une fois que le monde a changé, sa conscience ne lui permettait plus de rester à l'écart.



Alexei Rozhkov

Lorsque la Russie a déclenché la guerre en février 2022, Alexei n'a pas pu rester silencieux. Dans un élan de protestation, jetant des « cocktails Molotov » aux fenêtres du bureau d'enrôlement militaire de sa ville natale, il a exprimé son désaccord avec l'agression et la violence qui ont envahi son pays. À l'intérieur du bureau d'enrôlement militaire, il y avait une gardienne qui n'a pas été blessé.

Arrêté, il a été placé en centre de détention. À l'origine, l'accusation était celle de tentative de meurtre, mais elle a ensuite été requalifiée en destruction délibérée de biens d'autrui, ce qui l'a conduit à être placé en résidence surveillée. Ces persécutions ont forcé Alexei à quitter le pays. Il est parti pour le Kirghizistan, craignant que les accusations ne deviennent encore plus lourdes.

Mais son destin n'a pas été résolu pacifiquement. En juin 2023, malgré l'absence de procédures officielles d'extradition, il a été enlevé et emmené en Russie sans aucune base légale. Alexei a parlé des tortures

qu'il a subies entre les mains du FSB. Tout cela n'est qu'une petite partie de son tourment.

En décembre 2023, il a été inculpé de nouvelles accusations — pour une interview dans laquelle il critiquait ouvertement l'armée russe et ses actions en Ukraine. En mai 2024, le procès a commencé et Alexei risque jusqu'à 22,5 ans de prison. Tout cela pour sa détermination à rester humain, à ne pas avoir peur de s'exprimer et à résister à la guerre que son pays a déclenchée.

L'histoire d'Alexei Rozhkov n'est pas seulement l'histoire d'un homme qui a osé se battre pour la paix et la vérité. C'est l'histoire de la façon dont en Russie, où la dissidence est punie par une répression brutale, et où un homme comme Alexei perd son avenir. Dans une histoire comme la sienne, il n'y a pas de place pour l'indifférence — il se tient pour la justice, et avec lui se tiennent des milliers d'autres dont les voix ne peuvent pas être étouffées.

Le cas d'Alexei a attiré l'attention des organisations de défense des droits de l'homme et du public. Le soutien, la collecte de fonds pour les avocats et l'aide juridique sont tous nécessaires pour le protéger de cette persécution politique. Mais en fin de compte, il est important de se rappeler : le destin d'Alexei Rozhkov n'est pas seulement son combat personnel. C'est une lutte pour la liberté, pour le droit de chacun d'exprimer ses convictions et de résister à la violence.

L'AFFAIRE ROUSLAN OUCHAKOV

Rouslan Ouchakov est un anarchiste, Tcherkesse d'origine. Non seulement il a condamné la répression et la guerre, mais il a également promu des valeurs telles que le véganisme et l'humanisme, qui se retrouvent souvent en marge de l'attention du public.

Mais, comme beaucoup de ceux qui décident d'exprimer ouvertement leurs vues en Russie, Rouslan est devenu une cible pour les autorités. Pour les commentaires laissés dans sa chaîne, il a été accusé de répandre des fausses informations sur l'armée russe, de réhabiliter le



Rouslan Ouchakov

nazisme, de justifier le terrorisme et d'inciter à la haine. Cet ensemble d'accusations, typique de ceux qui osent protester contre la politique de l'état, a été le catalyseur de son arrestation.

La détention de Rouslan s'est accompagnée, selon lui, de tortures brutales à l'aide de chocs électriques, preuve supplémentaire des horreurs de la persécution politique dans le pays. En juillet 2023, le deuxième tribunal militaire du District ouest l'a condamné à 8 ans de prison à régime général. Cette condamnation n'était pas juste la punition d'un seul homme, mais un moment historique où l'ampleur des pressions exercées sur tous ceux qui osaient dire la vérité, est devenue évidente.

L'histoire de Rouslan n'est pas seulement une tragédie personnelle. Elle illustre un phénomène plus large, quand les défenseurs de droits, les militants et les gens ordinaires qui osent exprimer leur désaccord deviennent victimes de repression. Rouslan Ouchakov est l'une des personnes dont le destin est tragiquement lié au régime politique russe. Malgré les procès et les prisons, sa voix continue de résonner comme un symbole de lutte pour la liberté.

L'AFFAIRE SAVELIY FROLOV

Saveliy Frolov est un antifasciste et anarchiste qui s'est retrouvé au centre de l'une des affaires les plus controversées et les plus troublantes de la Russie. Il a été mis en examen pour « préparation à passer du côté de l'ennemi ». C'est l'une des premières affaires où un activiste est accusé d'avoir tenté de rejoindre une formation armée combattant aux côtés de l'Ukraine, à cause de laquelle il a été condamné à 9 ans de régime strict.



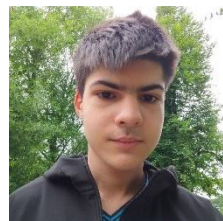
Saveliy Frolov

Oc À l'automne de 2023, Saveliy, qui a protesté contre l'agression militaire de la Russie, a tenté de se rendre en Géorgie, mais a été arrêté et placé en centre de détention. Les autorités russes affirment que son but était de traverser la frontière de l'Ukraine et de rejoindre la dite « Légion Liberté de la Russie » - une formation armée qui se bat aux côtés de l'Ukraine. Cependant, aucune preuve de ses intentions, y compris des billets, des visas ou d'autres preuves de ses projets, n'a été présentée dans l'affaire.

Saveliy aurait acheté des pantalons et des chaussures de camouflage qui auraient pu être utilisés dans les combats, ce qui ne peut en aucun cas confirmer son lien avec le conflit armé. En octobre 2023, le tribunal de Vladikavkaz l'a reconnu coupable et condamné à six ans d'emprisonnement dans une colonie à régime strict et à une amende de 100 mille roubles.

L'AFFAIRE GAGIK GRIGORIAN

Gagik Grigorian est un militant de gauche de 18 ans originaire de Koursk, un brillant représentant du mouvement de la jeunesse pour les idéaux socialistes. Membre de l'Union sociale-démocratique Russe de la jeunesse et membre de « L'action socialiste de gauche ».



Gagik Grigorian

Gagik adhère aux vues socialistes, prône activement la justice sociale et l'égalité. Son activisme politique et son désir de changer le système existant en ont fait une cible pour la répression du pouvoir.

À l'automne de 2023, Gagik Grigorian a disparu après la visite des forces de sécurité. Son nom est rapidement apparu sur la liste des « terroristes et extrémistes », et en octobre de la même année, selon les informations, il a été transféré à Moscou, où le tribunal de Lefortovo a prolongé son arrestation. Cela s'est produit dans le plus grand secret, ce qui soulève d'autres préoccupations quant à la légalité et à la publicité du processus.

Grigorian a été accusé de préparation d'un attentat terroriste par un groupe de personnes et le stockage d'explosifs dans le cadre d'un groupe organisé. Dans une lettre de la détention provisoire, il a déclaré qu'il était accusé d'avoir préparé la liquidation du lieutenant-colonel de l'armée russe, ce qui soulève de grands doutes sur les véritables motifs de la persécution et sur l'éventuelle fabrication de l'affaire. Pour le moment, la situation autour de Gagik reste fermée et le manque de transparence dans l'enquête renforce les soupçons sur les motivations politiques de son arrestation.

Le 29 janvier 2025, le tribunal militaire a condamné Gagik à 7 ans de prison.

La persécution d'un jeune militant pour la justice devient un exemple de la façon dont les autorités utilisent le système judiciaire pour réprimer l'activisme politique et contrôler les jeunes qui luttent pour une société plus juste.

L'AFFAIRE VLADIMIR TIMOFEEV

Vladimir Timofeev est un militant communiste originaire d'Irkoutsk, vétéran des guerres d'Afghanistan et de Tchétchénie, leader de l'organisation d'opposition « la volonté du peuple ». C'est un homme au destin difficile, qui a survécu aux horreurs de la guerre et a choisi la voie de la lutte pour la justice et les droits des citoyens.



Vladimir Timofeev

En avril 2022, après l'une des frappes militaires de l'aviation ukrainienne sur une base pétrolière dans la région de Belgorod, Vladimir a publié un message dans sa chaîne Télégram « Baïkal partisan ». Il a exprimé son admiration pour la compétence des pilotes ukrainiens, qui, selon son avis, étaient un exemple de professionnalisme. Cette opinion est devenue la raison de sa persécution car en Russie, les déclarations qui peuvent être perçues comme une critique des actions du gouvernement, en particulier dans les conditions de guerre, peuvent se transformer en une affaire pénale.

Le 28 novembre 2022, Vladimir a été arrêté à Irkoutsk. Sa maison a été perquisitionnée, du matériel a été saisi, des comptes bancaires ont été bloqués. En raison de l'expérience de combat de Vladimir, 15 membres des forces spéciales ont été mobilisés pour son arrestation. Il a d'abord

été placé en résidence surveillée, mais plus tard, en décembre 2022, le tribunal a modifié la mesure de détention en l'envoyant au centre de détention provisoire, en invoquant une violation des conditions d'assignation à résidence.

Le 25 avril 2023, quelques mois plus tard, le premier tribunal militaire a déclaré Vladimir Timofeev coupable d'apologie du terrorisme et de propagation de « faux » sur l'armée russe. Il a été condamné à trois ans de prison. Il est à noter que le procureur a demandé deux ans de probation, invoquant les mérites militaires et les récompenses de l'accusé, mais le tribunal s'est malgré tout prononcé pour une détention réelle.

Timofeev a toujours adhéré aux convictions socialistes de gauche, défendu la justice sociale, les droits des travailleurs et a activement critiqué le pouvoir russe, en particulier son intervention militaire en Ukraine. Il continue de défendre sa position et de lutter contre ce qu'il considère comme injuste. Sa persécution est devenue un excellent exemple de la manière dont, en Russie, sont punies l'expression d'une opinion indépendante et la critique du pouvoir, en particulier dans les conditions de guerre.

Vladimir Timofeev continue de purger sa peine, les défenseurs des droits de l'homme considèrent sa persécution comme une tentative d'intimidation des opposants à la guerre, une violation du droit à la liberté d'expression et à un procès équitable. Son cas nous rappelle à quel point il est facile, dans les régimes autoritaires, de tomber sous la persécution de la vérité et de l'indépendance.

L'AFFAIRE FELIX ELISEYEV

Felix Viktorovitch Eliseev est un antifasciste russe et administrateur de chaînes Telegram d'opposition. Il s'est exprimé avec force contre la politique militaire russe et a ouvertement manifesté sa solidarité avec l'Ukraine, ce qui lui a valu d'être soumis à une répression brutale.

En décembre 2022, Félix fut arrêté et placé en détention provisoire pour « apologie du terrorisme » en raison de ses publications pacifistes. Ce n'était que le premier coup dur. En avril 2023, une seconde procédure fut ouverte contre lui pour le même chef d'accusation : il avait soutenu l'attaque d'un dépôt pétrolier à Belgorod. Et en septembre 2023, la répression contre Félix Eliseev atteint son paroxysme : il fut inculpé de trahison (article 275 du Code pénal russe). Les enquêteurs affirmèrent qu'Eliseev aurait transféré des cryptomonnaies pour soutenir les forces armées ukrainiennes.

Décembre 2023 a marqué la fin tragique de ce spectacle de répression. Un tribunal militaire de Moscou a condamné Eliseev à 14 ans de prison dans une colonie pénitentiaire de haute sécurité et à une amende de 100 000 roubles. Ces accusations ne sont qu'un prétexte pour faire taire sa voix, elle qui avait osé s'élever contre la guerre et la violence.

Felix Eliseev a toujours défendu la vérité et la justice. Ses convictions de gauche, son antifascisme et sa critique intransigeante de l'agression ont fait de lui une cible pour un système qui ne tolère aucune dissidence.

Derrière ses barreaux, Eliseev a subi des conditions inhumaines : humidité, moisissures dans sa cellule et absence de soins médicaux. Sa santé s'est dégradée, mais les autorités sont restées sourdes à ses souffrances.



Felix Eliseev

L'AFFAIRE ANTON ORLOV

Anton Orlov est un homme qui a consacré sa vie à la défense des droits des personnels soignants et à la lutte pour la justice. En tant que coordinateur de la branche régionale du syndicat indépendant des personnels médicaux « Action » et directeur général adjoint de Nefte-Service LLC, il s'est fait le porte-parole de ceux qui étaient restés trop longtemps dans l'ombre. Orlov a organisé des manifestations de soutien aux personnels médicaux, notamment la « grève du zèle » des ambulanciers à Ishimbay, pour réclamer de meilleures conditions de travail et des salaires plus élevés.

Mais son activisme public n'est pas passé inaperçu. Dans un premier temps, une affaire de fraude à grande échelle a été portée contre lui. En septembre 2022, le tribunal du district de Sovetsky à Oufa a condamné Orlov à six ans et demi de prison et à une amende de 250 000 roubles. Il était accusé de détournement de fonds lors d'une transaction commerciale. Malgré une réduction de peine prononcée par la Cour suprême du Bachkortostan, qui a ramené sa peine à six ans et trois mois et annulé l'amende, les poursuites ne se sont pas arrêtées là.

En juin 2024, un nouveau coup dur l'a frappé. Orlov a été accusé d'avoir détourné 55 millions de roubles des comptes de l'entreprise pour



Anton Orlov

laquelle il travaillait et condamné à neuf ans et demi de prison. Compte tenu de la peine précédente, sa peine totale s'élève désormais à neuf ans et demi.

Ces accusations soulèvent de nombreuses questions. Les preuves contre Orlov restent extrêmement douteuses, et beaucoup pensent que les poursuites engagées contre lui sont liées non pas à des délits économiques, mais à ses activités syndicales et publiques. Orlov est devenu une figure gênante, contestant ouvertement un système qui bafoue les droits des travailleurs.

Ses collègues, amis et avocats ne baissent pas les bras. Ils affirment que son procès vise à intimider ceux qui luttent pour la justice.

L'AFFAIRE YURI MIKHEEV

Yuri Mikheev, un militant antifasciste de 18 ans, s'est retrouvé au cœur de l'une des affaires les plus médiatisées de la fin de l'année 2023. Arrêté en novembre, il a été accusé de complot en vue de saboter une installation militaire du district de Dmitrovski, dans la région de Moscou. Les enquêteurs affirment qu'il aurait agi sur ordre des services de renseignement ukrainiens dans le but de saper les capacités de défense de la Russie.

Parmi ses collègues, les frères Matvey et Timofey Melnikov ont également été arrêtés et mis en examen pour complot en vue de sabotage, de trahison et d'appartenance à l'organisation terroriste « Légion Liberté de Russie ». Selon les enquêteurs, ils se seraient introduits dans l'enceinte de la base militaire avec l'intention d'incendier du matériel militaire à l'aide de liquides inflammables.

Cependant, ces accusations retentissantes manquent de preuves tangibles. Mikheev est mis en examen pour tentative de sabotage en réunion, un crime passible d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à 10 ans. Malgré cela, les éléments de l'affaire restent flous, et les militants des droits humains estiment que les actions des accusés

s'apparentent davantage à une manifestation politique qu'à une véritable menace pour la sécurité.



Yuri Mikheev

L'enquête est allée plus loin, avec des perquisitions chez des connaissances de Mikheev et leur convocation pour interrogatoire, provoquant l'indignation des militants. Nombreux sont ceux qui pensent que cette affaire est devenue un instrument d'intimidation contre ceux qui osent critiquer le gouvernement et dénoncer la guerre.

L'affaire Yuri Mikheev a attiré l'attention des organisations de défense des droits humains, qui affirment ouvertement la motivation politique des accusations. Elles pointent du doigt ses activités antifascistes, sa participation à des manifestations et ses critiques publiques du gouvernement russe comme étant les véritables raisons de sa persécution.

Yuri Mikheev est actuellement en détention et son procès est en cours.

L'AFFAIRE MAXIM SMYSHLYAEV

Maksim Smyshlyaev est un militant et étudiant russe aux convictions politiques de gauche, dont la vie a basculé du jour au lendemain. Né le 22 décembre 1982 à Rostov-sur-le-Don, il cumulait un emploi chez McDonald's avec des études à temps partiel à l'Institut d'histoire et de relations internationales de l'Université fédérale du Sud. Cependant, sa passion pour la justice et son militantisme politique l'ont exposé à la répression.

Le 22 avril 2016, des agents du FSB ont arrêté Maxim, l'accusant de communiquer sur le réseau social VKontakte avec Artur Panov, un citoyen ukrainien soupçonné par les autorités de préparer des attentats terroristes.



Maksim Smyshlyaev

Smyshlyaev a été mis en cause pour complicité de terrorisme. Les enquêteurs ont affirmé qu'il avait conseillé Panov sur le lieu et l'heure de l'attentat, ainsi que sur les modalités de préparation. Ces allégations reposent uniquement sur leur correspondance en ligne, dont la véracité et le contexte soulèvent de nombreuses questions.

En 2017, le tribunal militaire du district du Caucase du Nord a condamné Maxim Smyshlyaev à 10 ans de prison dans une colonie pénitentiaire de haute sécurité et Artur Panov à 9 ans dans une colonie pénitentiaire de

régime général. Malgré la sévérité de la peine, l'affaire Maxim a suscité une vive polémique parmi les défenseurs des droits humains.

Le Centre Memorial pour les droits humains a reconnu Smyshlyaev comme prisonnier politique, soulignant les motivations politiques de sa poursuite. Le rapport d'instruction indique explicitement que Maxim est un partisan de « l'idéologie radicale de gauche » et un « opposant actif au gouvernement en place », faisant ainsi de ses convictions le fondement des accusations portées contre lui.

Maxim Smyshlyaev purge sa peine dans une colonie pénitentiaire de haute sécurité située à Yurga, dans l'oblast de Kemerovo, en Sibérie.

L'AFFAIRE ARTEM SAMSONOV

Artem Anatolyevich Samsonov, ancien député de l'Assemblée législative du kraï de Primorié et représentant du Parti communiste de la Fédération de Russie, s'est retrouvé au cœur de l'un des procès pénaux les plus controversés de ces dernières années. Les accusations portées contre lui et la lourde peine qui lui a été infligée ont suscité de nombreux doutes et spéculations quant aux motivations politiques de cette affaire.



Artem Samsonov

En novembre 2021, Samsonov a été arrêté pour agression sexuelle sur mineur de moins de 14 ans (article 132, alinéa b, paragraphe 4, du Code pénal russe). Un an plus tard, le 20 septembre 2022, le tribunal

du district de Sovetsky à Vladivostok l'a condamné à 13 ans de prison dans une colonie pénitentiaire de haute sécurité.

Cependant, les avocats et les soutiens de Samsonov soulignent les anomalies et les irrégularités de l'enquête. Les accusations reposaient sur des faits remontant à 2019, décrits dans un rapport de police. Ce rapport mentionnait uniquement la déclaration d'une femme, Safonova, selon laquelle Samsonov se serait promené nu sur la plage. Ni le garçon mineur ni son père n'étaient mentionnés dans ce rapport. Ils n'ont été inclus dans le dossier qu'à l'automne 2021, deux ans après les faits présumés.

Ces circonstances amènent de nombreuses personnes à s'interroger sur la validité des accusations. Les défenseurs des droits humains et les militants politiques estiment que cette affaire est liée aux activités politiques de Samsonov, à sa popularité dans la région et aux élections à venir. Figure de proue du Parti communiste de la Fédération de Russie, il a critiqué à maintes reprises les autorités et participé à des événements publics importants, ce qui aurait pu faire de lui une personnalité gênante pour l'élite régionale.

Le projet indépendant de défense des droits humains « Soutien aux prisonniers politiques. Mémorial » reconnaît Artyom Samsonov comme prisonnier politique. Il met en avant de nombreuses irrégularités de procédure, l'absence de preuves fiables et la volonté manifeste de discréditer l'homme politique.

L'affaire Samsonov soulève des questions non seulement sur son sort personnel, mais aussi sur celui de la compétition politique en Russie. Lorsque les tribunaux deviennent un instrument de représailles contre les opposants au gouvernement, la justice et le droit perdent tout leur sens.

L'AFFAIRE KONSTANTIN PAVLOV

Konstantin Leonidovitch Pavlov, ancien député du Parti communiste à la Douma régionale de Briansk, est une nouvelle victime du système répressif qui persécute les militants politiques. En avril 2023, il a été

arrêté pour escroquerie à grande échelle (article 159, paragraphe 4, du Code pénal russe).

Dix-huit mois plus tard, en octobre 2024, le tribunal du district de Sovietsky à Briansk a condamné Pavlov à six ans de prison dans une



Konstantin Pavlov

colonie pénitentiaire à régime général. Son frère, condamné à cinq ans, et deux complices présumés, condamnés chacun à quatre ans, ont également été reconnus coupables. Le tribunal a ordonné à tous les condamnés de verser des dommages et intérêts à hauteur du préjudice prétendument causé.

CONTEXTE POLITIQUE

L'élément le plus troublant de cette affaire réside dans les activités publiques et politiques de Pavlov. Il a activement soutenu les familles de personnes enrôlées illégalement, notamment des pères de famille nombreuse, et a participé à des campagnes pour leur rapatriement. Son travail a provoqué la colère des autorités, car il a mis au jour des violations systémiques dans le processus de mobilisation et attiré l'attention sur des injustices.

Les partisans de Pavlov et les militants des droits de l'homme affirment que les poursuites pénales engagées contre lui constituent une forme

de représailles pour son indépendance. Ils estiment que l'affaire a été montée de toutes pièces pour neutraliser un homme politique actif et l'empêcher de poursuivre son activité publique.

RÉACTION PUBLIQUE

L'affaire Pavlov a suscité l'indignation parmi les représentants du Parti communiste et les militants des droits de l'homme. Nombreux sont ceux qui voient en son arrestation et sa lourde condamnation une nouvelle tentative des autorités d'intimider la dissidence et de réprimer toute activité d'opposition.

Pavlov, comme beaucoup d'autres représentants du Parti communiste, a subi une double pression : la répression d'État et l'isolement politique. Son sort met en lumière la vulnérabilité des militants qui osent défendre les citoyens ordinaires et contester le système.

L'AFFAIRE LEONID BOGRATEON

Leonid Bograteon était un homme politique municipal de gauche du kraï du Kamtchatka, qui exerçait les fonctions de maire par intérim de la ville d'Ielizovo. Il a été inculpé en vertu de deux articles :

- Article 160, paragraphe 4 du Code pénal russe : détournement de fonds publics à grande échelle ;
- Article 286, paragraphe 3 du Code pénal russe : abus de fonction à des fins personnelles.

Au cœur des accusations : trois ordres d'aide financière et un ordre de prime (ordre n° 40) versés à Artyom Gagloshvili, alors maire d'Ielizovo, assigné à résidence. L'enquête considère cette aide et cette prime comme un détournement de fonds publics et un enrichissement personnel.

Les décisions pour lesquelles Bograteon est jugé aujourd'hui étaient fondées sur un règlement local – le règlement relatif au travail et aux primes des agents municipaux de la commune d'Ielizovsky. Ce

règlement confère explicitement au maire le droit, sur présentation d'une demande et de pièces justificatives, d'octroyer une aide financière supplémentaire en cas de circonstances imprévues ou de difficultés personnelles ; la décision finale lui appartient.

C'est précisément la procédure qui a été suivie : la demande a été soumise à l'assemblée des députés, le service juridique en a confirmé la validité, puis les arrêtés ont été signés. Même des responsables municipaux ont reconnu officiellement la légitimité de la prime « au prorata du temps de travail effectif ».

Lors du procès, ce scénario a été confirmé par les témoins de la défense et de l'accusation : le chef de cabinet de l'administration municipale, le chef du service anticorruption, la Cour des comptes et le chef comptable. Tous ont attesté que les agissements de Leonid étaient conformes au règlement et aux compétences liées à sa fonction.

Pourtant, le juge Ivan Vorontsov a ignoré les témoignages et les arguments de la défense. Le 7 août 2025, Bograteon a été condamné à six ans de prison dans une colonie pénitentiaire à régime général. Les charges retenues contre lui reposaient essentiellement non pas sur des preuves de gain personnel, mais sur la présomption d'un « possible conflit d'intérêts », comme s'il avait espéré, en apportant son aide, des faveurs en retour. La notion de « conflit d'intérêts » prévue par la loi fédérale n° 273 a été appliquée de manière extrêmement vague : en l'absence de preuves légales, on se contente de soupçons.

Le contexte des accusations est également important. Entre 2023 et 2024, Leonid s'est ouvertement opposé à la réforme de l'administration locale dans le district d'Ielizovsky, et ses décisions ont été maintes fois saluées par les habitants et les syndicats. Dans un tel contexte, une action à vocation sociale peut aisément être qualifiée de « crime », et un refus de « témoigner contre les bonnes personnes » de culpabilité personnelle. Voici comment se déroule la logique habituelle d'une affaire politique : d'abord la dévalorisation des pouvoirs et des réglementations, puis le rejet des témoignages et des conclusions, et enfin, un verdict qui ressemble davantage à un signal adressé à toutes les autres personnalités municipales et publiques : faites profil bas.

Leonid lui-même, dans sa dernière déclaration, s'est montré d'une franchise absolue :

« J'ai agi conformément à la loi. J'ai agi selon ma conscience. Je n'ai reçu aucun fonds, ni de l'ancien dirigeant ni de qui que ce soit d'autre. Jugez sévèrement : pour mes principes, je suis prêt à répondre. Ma conscience est propre. »



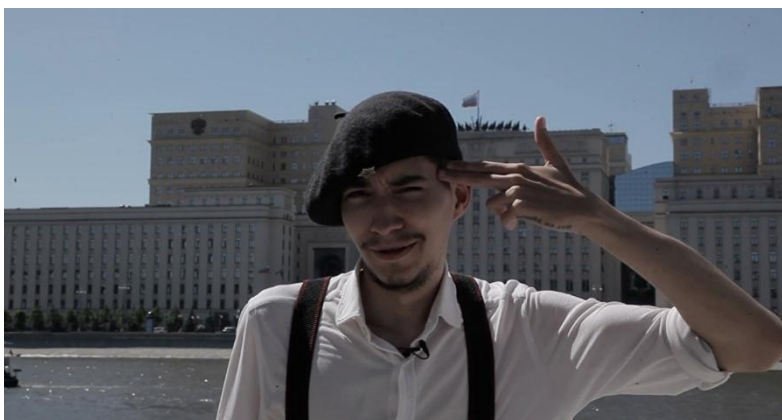
Leonid Bograteon dans le bâtiment du tribunal (à droite).

Le verdict contre Bograteon ne concerne pas seulement un individu. Il montre comment la machine judiciaire russe punit toute tentative d'agir en faveur des intérêts « locaux » et comment l'idée même de solidarité municipale est criminalisée. Lorsque les règlements locaux sont déclarés nuls et qu'une décision de bonne foi est qualifiée de « détournement », la justice cesse d'être une procédure et devient un instrument d'intimidation. C'est pourquoi l'affaire de Leonid exige solidarité : dans l'intérêt non seulement de sa personne, mais aussi des autres militants de gauche et sociaux.

L'AFFAIRE PAVEL KRISEVICH

Pavel Olegovitch Krisevich est un artiste engagé dont les performances audacieuses remettent en question les normes sociales et le gouvernement russe. Ses actions, destinées à dénoncer la répression politique, l'ont transformé d'artiste en prisonnier politique.

Le 11 juin 2021, Krisevich a réalisé une performance sur la Place Rouge qui a choqué le public et provoqué une réaction brutale des autorités. Il a crié : « Des coups de feu vont retentir avant le rideau du Kremlin », puis a tiré deux coups de feu en l'air et simulé un suicide en se tirant une balle dans la tête avec un pistolet Makarov désactivé. Cette performance visait à attirer l'attention sur la question des prisonniers politiques et à condamner le régime répressif.



Pavel Krisevich

UNE RÉACTION BRUTALE ET UNE CONDAMNATION

Immédiatement après la performance, Krisevich a été arrêté par des agents du Service fédéral de protection (FSO). Il a été mis en cause pour hooliganisme avec usage d'une arme (article 213, paragraphe 2, du Code pénal russe). En octobre 2022, un tribunal de Moscou a condamné l'artiste à cinq ans de prison dans une colonie pénitentiaire à régime général.

Cependant, l'affaire ne s'est pas arrêtée là. En juin 2023, le tribunal a fait droit à la demande de nouveau procès formulée par le parquet, exigeant que le « motif idéologique » soit pris en compte. Cette décision a accentué la dimension politique du procès. En septembre 2023, le tribunal a de nouveau reconnu Krisevich coupable, a clarifié les motivations de ses actes et a confirmé la peine.

L'affaire Pavel Krisevich a suscité une vive émotion. Les organisations de défense des droits humains, les personnalités du monde culturel et la communauté internationale ont exprimé leur inquiétude face à la sévérité de la peine et à la violation du droit à la liberté d'expression.



Une des performances publiques de Krisevich

Les soutiens de Krisevich insistent sur le fait que ses actes constituaient une forme de protestation artistique qui ne devrait pas être considérée comme une infraction pénale. Ils soulignent que l'utilisation d'une arme neutralisée et l'absence de menace réelle pour sa vie ont conféré à son action un caractère purement symbolique.

En prison, Krisevich continue de créer et de maintenir le contact avec le monde extérieur par correspondance. Dans ses lettres, il partage ses

réflexions sur la vie, l'art et ses projets d'avenir. Il exprime également son soutien aux autres prisonniers politiques et appelle à la solidarité.

Par ailleurs, Krisevich participe activement à la vie carcérale, s'efforçant de préserver son énergie créative et son moral. Il prévoit de poursuivre son travail artistique après sa libération, malgré les difficultés rencontrées en prison.

Ainsi, même derrière les barreaux, Pavel reste fidèle à ses convictions et continue son œuvre créative, utilisant les moyens à sa disposition pour exprimer ses idées et soutenir ceux qui partagent ses convictions.

L'AFFAIRE SERGUEÏ OUDALTSOV

Sergueï Oudaltsov est un homme politique russe de gauche bien connu. Figure de proue de l'opposition, il a été l'un des organisateurs de manifestations de masse contre le pouvoir.

ARRESTATION ET ACCUSATIONS

Sergueï Oudaltsov a été arrêté une première fois en 2012, accusé d'avoir organisé des émeutes sur la place Bolotnaïa à Moscou lors des manifestations du 6 mai 2012 contre les résultats des élections législatives et présidentielles, largement considérés comme inéquitables et frauduleux. Ces manifestations sont devenues un symbole du mécontentement envers le gouvernement en place et une tentative massive des citoyens d'exprimer leur désapprobation.

Dans cette affaire, les enquêteurs ont mis en cause Oudaltsov pour organisation d'émeutes et d'actes de violence. Il est important de noter qu'Oudaltsov lui-même et ses partisans ont toujours affirmé que les manifestations étaient pacifiques et ne visaient ni la violence ni le renversement du gouvernement. Cependant, les autorités ont utilisé cette affaire comme prétexte pour réprimer le mouvement d'opposition, ce qui s'inscrit dans une tendance générale de ces dernières années à la pression exercée sur les manifestants et à la persécution des militants politiques.

PROCÈS

Le procès d'Oudaltsov a suscité de vives critiques de la part des organisations de défense des droits humains et de la communauté internationale, qui ont jugé l'affaire politiquement motivée. La défense d'Oudaltsov a la répression à son égard était motivée par son engagement politique et sa participation à des manifestations.

En 2014, Oudaltsov a été condamné à quatre ans et demi de prison pour organisation d'émeutes et préparation d'une prise de pouvoir par la violence. En 2016, après près de trois ans d'incarcération, il a bénéficié d'une libération anticipée. Cependant, même après sa libération, il a continué de subir des pressions de la part des autorités, ce qui témoigne du caractère politique des poursuites.



Sergueï Oudaltsov

Après sa libération en 2016, Oudaltsov a poursuivi ses activités politiques, mais sa position a progressivement évolué. Ces dernières années, il a exprimé des positions politiques controversées. En particulier, en 2023, il a adopté une ligne politique teintée de chauvinisme et d'une position ouvertement pro-russe. Cela reflète d'une part sa critique de l'opposition libérale, mais d'autre part, suscite les critiques de militants plus radicaux et de gauche, y compris de notre organisation. Oudaltsov a appelé à l'usage des forces de l'État pour

réprimer l'opposition libérale pacifiste, ce qui a jeté le doute sur la sincérité de son combat politique et a également suscité l'inquiétude parmi ses partisans. Son épouse, Anastasia Oudaltsova, est députée à la Douma d'État de la Fédération de Russie et vote pour des lois répressives. Elle évoque rarement publiquement la question de la libération de Sergueï.

Sergueï Oudaltsov s'est activement prononcé contre les manifestations pacifistes et a plaidé pour la défense de l'État, ce qui est parfaitement cohérent avec la politique autoritaire du gouvernement russe. Il a notamment insisté à plusieurs reprises sur la nécessité de maintenir la stabilité dans un contexte militaire, quitte à réprimer les mouvements de protestation. Ceci remet en question son attachement aux valeurs démocratiques et aux droits humains, et soulève également des interrogations quant à ses motivations politiques.

Néanmoins, malgré ces épisodes controversés de sa carrière politique, nous, militants de gauche, le considérons comme un prisonnier politique. Le Centre Memorial pour les droits humains et d'autres organisations, malgré les critiques formulées à son encontre, affirment que les poursuites engagées contre Oudaltsov sont clairement motivées par des raisons politiques et qu'il est victime de la répression visant les opposants politiques au gouvernement.

L'affaire Oudaltsov, et en particulier son arrestation et son procès, ont suscité en 2023 une vive indignation publique et de la part des organisations de défense des droits humains. D'une part, sa position, marquée par son soutien à la guerre et aux politiques répressives de l'État, fait de lui une figure controversée et lui vaut la condamnation de certains militants de gauche. D'autre part, nous ne pouvons ignorer que la persécution politique dont Oudaltsov fait l'objet illustre un schéma plus large de pressions exercées sur les militants de l'opposition et démontre comment le système étouffe toute forme de critique du régime en place, même lorsqu'elle émane de personnes considérées comme appartenant au même mouvement de gauche.

Par conséquent, malgré le caractère controversé de la position de Sergueï Oudaltsov, nous le considérons comme un prisonnier politique,

car sa persécution est exclusivement liée à ses convictions et actions politiques dirigées contre le gouvernement. Nous sommes également convaincus qu'une telle répression contre tout militant politique est un signal inquiétant, témoignant de la volonté du gouvernement d'étouffer toute dissidence à tout prix, même au sein de sa propre mouvance politique.

Le 25 décembre 2025, Sergueï Oudaltsov a été condamné à six ans de prison dans un établissement pénitentiaire de haute sécurité, après quoi il a entamé une grève de la faim.

LES RÉPRESSIONS CONTINUENT

Nous devons également mentionner plusieurs affaires qui, pour le moment, n'ont pas donné lieu à des poursuites pénales, mais où le fait de pressions systématiques est évident. Ces cas méritent d'être rendus publics, car ils pourraient devenir partie d'une répression future. L'organisation d'une résistance préventive peut l'empêcher.

L'AFFAIRE NIKITA LOPATIN

Nikita Lopatin est un militant de l'Organisation des marxistes de Voronej et étudiant en histoire. Le 17 janvier 2025, après un examen à l'Université d'État de Voronej, deux inconnus l'ont interpellé, lui ont remis une convocation au titre de l'article 20.3 du Code des infractions administratives russe et l'ont placé en détention. Nikita avait déjà été arrêté début octobre 2024 pour avoir organisé une commémoration du bombardement du Parlement par des chars, ordonné par le président Eltsine. Cette fois-ci, son arrestation a eu lieu la veille d'une réunion avec des chauffeurs de taxi de Voronej visant à former un comité de grève, créé suite aux grèves spontanées de taxis du 14 janvier qui avaient touché de nombreuses régions de Russie.

Après son arrestation, un policier a demandé à l'équipe de défense de Lopatin de quitter le commissariat, sous prétexte qu'il serait conduit au tribunal, ce qui n'a jamais été fait. La police l'a mis en cause pour avoir

affiché des symboles extrémistes dans un article de presse relatant l'incident impliquant un néonazi qui avait agressé un jeune homme de Kostroma, où cet acte avait bien entendu été condamné. Nikita a été conduit au poste de police, où des avocats ont réussi à lui obtenir de la nourriture et des vêtements chauds. Durant son arrestation et sa détention, Nikita est tombé malade et a été hospitalisé. Il a d'abord été admis pendant sept jours dans un état pré-AVC. Cependant, durant son hospitalisation, la police a exercé des pressions pour obtenir sa libération anticipée.

Des portails d'information de Voronej, tels que *Vesti Voronezh*, *Moi i Tvoy Voronezh* et *Bolshoi Voronezhskiy*, ont diffusé des informations fausses et non vérifiées selon lesquelles Nikita n'aurait pas été arrêté, ni mis en cause, mais simplement « invité à une conversation », alors même qu'un acte d'accusation lui avait été remis.

Lors de son procès, le 21 janvier 2025, Nikita a été reconnu coupable, en vertu de l'article 20.3, paragraphe 1, du Code pénal, de « démonstration de symboles extrémistes ».



Nikita Lopatin

L'AFFAIRE SERGEY KRUPENKO

Sergey Krupenko est un militant, journaliste, auteur et animateur de la chaîne YouTube «Le Tournant rouge » (« Krasniy Povorot »). Membre du Parti communiste russe (Internationalistes), il est l'un des rares à avoir continué, malgré la montée du terrorisme d'État, à s'exprimer ouvertement et légalement sur l'actualité : ses causes, ses conséquences et la manipulation des concepts par la propagande.

Le 29 juin 2023, deux audiences se sont tenues devant le tribunal régional de Novossibirsk. Ce dernier a reconnu Sergey Krupenko coupable d'une infraction administrative, au titre de l'article 20.3.3, paragraphe 1, du Code des infractions administratives de la Fédération de Russie : avoir discrédité les actions des forces armées de la Fédération de Russie. L'affaire s'appuyait sur deux vidéos d'analyse :

- « Le mythe du “génocide” du Donbass avant le début de l'Opération militaire spéciale. Une catastrophe démographique est en cours !»
- « La Russie a « absorbé » des territoires de l'Ukraine. Dans l'intérêt de qui ? »

Il est à noter que les juges ont dû déployer tout un raisonnement pour parvenir à cette conclusion : critiquer les décisions du gouvernement concernant l'opération militaire spéciale et analyser les conséquences de la guerre sape la confiance envers l'armée :

« [...] Les actions de Krupenko visent à condamner les décisions du gouvernement russe actuel concernant la conduite de l'opération militaire spéciale dans le Donbass. Il expose les conséquences négatives de cette opération, ce qui alimente une attitude négative envers les forces armées russes et discrédite les buts et objectifs de leur déploiement dans le Donbass. »

Les deux appels ont été rejetés, malgré les irrégularités de procédure invoquées par la défense, notamment le non-respect des délais de prescription.

Plus de deux ans plus tard, le 21 juillet 2025, le tribunal central de Novossibirsk a reconnu Sergueï Krupenko coupable d'une infraction administrative, au titre de l'article 20.3.3, paragraphe 1, du Code des infractions administratives de la Fédération de Russie, pour « diffamation », et a prononcé une amende de 30 000 roubles.

L'affaire fait suite au discours prononcé par Sergueï Krupenko le 1er mai lors d'un rassemblement à Novossibirsk, organisé sous le slogan « Paix aux nations ! Oui à la fraternité ouvrière ! ». Il s'agissait du plus important rassemblement légal contre la guerre de l'année.



Sergeï Krupenko lors du rassemblement du 1er mai 2025 à Novossibirsk.

L'affaire n'a pas été engagée par le ministère de l'Intérieur, mais par la direction régionale du FSB. C'est cette direction qui avait commandé, fin mai, une expertise linguistique du discours du militant à l'organisation privée « Centre d'expertise ». Le soi-disant « expert » a trouvé dans le discours des « informations négatives » sur les forces armées russes – une formulation qui ne correspond même pas au texte de l'article 20.3.3 du Code des infractions administratives lui-même, qui ne fait pas référence à des informations négatives en soi, mais à la discréditation de l'utilisation de l'armée.

La déclaration suivante a été citée comme preuve :

« En substance, nous assistons aujourd'hui à la même fascisation du régime politique dont les responsables gouvernementaux parlent si souvent depuis leurs tribunes, mais ils pointent généralement du doigt l'Occident. « Là-bas, il y a des fascistes, et ici en Russie, nous avons une démocratie bourgeoise.

Mais regardez autour de vous : le philosophe préféré de qui est Ivan Ilyine, l'idéologue du fascisme russe ? N'est-ce pas celui de notre président ? Regardez autour de vous : qui incite à la haine nationaliste pour l'argent du budget d'Etat ? N'est-ce pas Readovka, qui n'est pas seulement nationaliste, mais véritablement nazie ? Regardez : qui combat dans les rangs des forces armées russes ? Certainement pas des fascistes russes, y compris ceux qui arborent des tatouages de croix gammée ? »

De là, l'« expert » conclut que Sergueï Krupenko « a attribué la présence de nazis aux forces armées russes » et a donc « diffusé des informations négatives », ce qui, de l'avis du tribunal, constitue un motif suffisant pour engager des poursuites.

Les arguments de la défense ont été ignorés. L'avocat, Vassili Doubkov, a souligné :

- Le philosophe Ivan Ilyine mentionné dans le discours est effectivement vénéré dans les cercles dirigeants ;
- La participation de certains radicaux au sein de l'Armée russe n'est un secret pour personne, un fait confirmé par Alexeï Miltchakov lui-même (chef du détachement « Rousitch »), qui s'est qualifié de « nazi » dans une interview publique citée par Krupenko ;
- De nombreuses inexactitudes tant dans la conclusion de l'« expert » que dans la procédure elle-même, qui ne sont conformes ni à la loi ni aux exigences méthodologiques du Ministère russe de la Justice.

- L'examen « linguistique » contrevient aux exigences méthodologiques fondamentales du Ministère russe de la Justice ; un examen psycholinguistique devrait être mené.

Pourquoi cette affaire est-elle importante ? L'article 280.3 du Code pénal russe prévoit une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinq ans pour une infraction administrative commise dans un délai d'un an en état de récidive. Comme il ne s'agit pas de sa première condamnation, Sergueï Krupenko pourrait être incarcéré comme prisonnier politique à tout moment.

L'AFFAIRE ANATOLY OBUKHOV

Le 11 juillet 2025, Anatoly Obukhov, député de l'Assemblée législative locale (parlement régional) et membre du Parti communiste de la Fédération de Russie, a été arrêté dans la région d'Irkoutsk. Il est actuellement assigné à résidence.

Le motif officiel de son arrestation est une accusation de fraude. Du moins, c'est ce que rapportent les médias (Obukhov lui-même n'est pas autorisé à divulguer d'informations sur l'affaire). Selon un autre député local du Parti communiste, Evgueni Sarsenbaïev, l'affaire concernerait des pratiques frauduleuses liées aux frais de représentation des députés, financés par le budget régional. Cependant, plusieurs éléments jettent le doute sur la version officielle du parquet :

Premièrement, quiconque connaissait personnellement Anatoly pouvait constater qu'il menait une vie modeste, sans même posséder de véhicule personnel, et qu'il n'avait pas sensiblement modifié son mode de vie durant ses années de mandat.

Deuxièmement, seul Obukhov a été arrêté, bien que, comme le rapporte également Sarsenbaïev, plusieurs personnes soient mises en cause dans cette affaire. Il s'agit vraisemblablement d'autres (anciens) députés du groupe parlementaire du Parti communiste de la Fédération de Russie lors de la précédente Assemblée législative.

Plus intéressant encore, Anatoly Obukhov est le seul député ouvertement et constamment opposé au pouvoir à l'Assemblée législative régionale d'Irkoutsk. Il est connu pour son engagement public et sa défense des droits humains, ce qui est particulièrement important dans un contexte où l'activisme politique public indépendant est quasiment impossible.

Anatoly soulevait régulièrement des questions urgentes, tant lors des sessions du parlement régional que sur ses réseaux sociaux, évoquant notamment le logement insalubre, la densification commerciale, les élections, l'environnement, la santé et les prestations sociales. Député du Parti communiste d'Irkoutsk le plus médiatisé, il était aussi le plus actif lors des manifestations locales (par exemple, celles des habitants du quartier d'Akademgorodok contre la destruction d'un bosquet en juin dernier).

Obukhov ne se contentait pas de traiter les sujets avec sarcasme et sans concession ; il s'efforçait également de prendre en compte l'opinion des électeurs, menant régulièrement des sondages sur ses réseaux sociaux afin de recueillir leurs avis sur les projets de loi. Avocat de profession, il aidait aussi fréquemment et activement les citoyens à défendre leurs droits.

Le 12 juillet, Obukhov a fait l'objet d'une mesure préventive : l'interdiction de certaines activités. Cependant, selon le service de presse conjoint des tribunaux de la région d'Irkoutsk, il s'est vu interdire non seulement l'utilisation d'appareils de communication, la réception de courrier, etc., comme le prévoit la procédure habituelle, mais aussi l'accès aux locaux de tout parti politique, ce qui l'exclut de facto de toute activité politique. Cette interdiction est actuellement en vigueur jusqu'au 9 septembre.

Il existe également des raisons, au sein du Parti communiste de la Fédération de Russie (KPRF) d'Irkoutsk, de destituer le député Obukhov. Il convient de noter que les élections au poste de gouverneur étaient prévues pour le 14 septembre, avec l'ancien gouverneur Sergueï Levchenko comme candidat du KPRF. Anatoly Obukhov est en conflit ouvert avec Levchenko. Obukhov est connu pour ses fréquentes prises

de position polémiques au sein du parti, où il défend ses principes. Plusieurs tentatives de destitution ont été entreprises, et il a finalement été démis de ses fonctions de dirigeant de l'une des sections locales du parti à Irkoutsk (selon des sources proches du KPRF, cette destitution était purement bureaucratique, ignorant l'avis des militants).



Anatoly Obukhov

Récemment, le conflit a éclaté au grand jour : Anatoly a publié une série de déclarations virulentes à l'encontre de Levchenko sur sa chaîne Telegram et VKontakte, l'accusant essentiellement d'utiliser les ressources du parti à des fins personnelles, de travailler pour des intérêts commerciaux, et de se comporter de manière similaire au rôle de Kobzev en tant que gouverneur. Parmi les autres accusations portées par Anatoly contre Levchenko, il l'accusait également d'avoir aidé les autorités à éliminer l'opposition et à faciliter l'accession au pouvoir de Kobzev :

«Après tout, ce n'est un secret pour personne que Sergueï Georgievitch [Levchenko], qui vit selon la règle « Soit je suis candidat, soit personne ! », ne se présente pas aux élections du gouverneur pour gagner, mais simplement pour faire du bruit, afin de montrer au comité central du parti

qu'il est trop tôt pour l'écarter et qu'il peut encore créer du remue-ménage dans la région, et qu'il mérite donc de se présenter en 2026 à la Douma d'État pour le compte du KPRF sur les listes du parti, avec tous les avantages correspondants, après une nouvelle élection comme député à la Douma d'État. »

En résumé, on ignore encore si les « machinations » reprochées à Obukhov ont réellement eu lieu, et lesquels des « individus » les ont perpétrés. Il semble toutefois que quelqu'un ait piégé le député d'opposition au moment opportun, afin qu'il ne compromette pas les affaires de la classe dirigeante ou ne s'imisce pas dans un nouvel accord secret.

Selon des marxistes indépendants de la région d'Irkoutsk, Obukhov est le député le plus honnête et le plus engagé de la section locale du Parti communiste de la Fédération de Russie, pour qui l'expression « idées de gauche » n'est pas un vain mot, chose rare au sein du parti de Ziouganov. Obukhov a également contribué à l'essor des cercles marxistes à Irkoutsk et à Angarsk, qui sont devenus des plateformes pour la campagne contre le relèvement de l'âge de la retraite.

L'AFFAIRE IVAN MEREZHNIKOV

Au cours de la première quinzaine de juin 2025, le militant de gauche Ivan Merezhnikov a été arrêté à Votkinsk (Oudmourtie).

Par ses actions locales, Ivan a considérablement entravé les autorités et les entreprises dans leurs infractions à la loi. Grâce à lui, une décharge de déchets de raffinerie de pétrole et une décharge à proximité de l'école maternelle n° 6 n'ont pas été construites à Votkinsk. Ivan s'est également opposé aux responsables qui avaient autorisé la transformation du complexe sportif et de loisirs pour personnes handicapées en un magasin « FIX price ».

Ivan a été arrêté le 11 juin 2025 sur son lieu de travail par des agents du FSB. Selon Andreï Roudoy, Maria Zametaeva, la fille illégitime du maire de Votkinsk, a porté plainte contre lui, l'accusant d'avoir publié ses

informations personnelles sur une chaîne Telegram en mai 2023 : son nom, son prénom, son patronyme, sa date de naissance et son numéro d'identification du véhicule.

Ivan est actuellement assigné à résidence et fait l'objet de poursuites pénales. Il est à noter que la voiture en question avait déjà été vendue par la « victime » à une autre personne au moment de l'entrée en vigueur de la loi.



Ivan Merezhnikov

L'AFFAIRE « POUVOIR DES TRAVAILLEURS » ET GARRY AZARYAN

Le 21 avril 2025, l'agence de presse progouvernementale RIA Novosti a révélé la présence d'un groupe d'étudiants aux idées d'extrême gauche à l'Université d'État de Saint-Petersbourg.

L'agence a rapporté qu'Artyom Pronko, étudiant, était accusé d'« infraction à la réglementation des rassemblements » pour avoir

installé, le 24 mars, une banderole sur le monument du comte Ouharov, en vertu d'une loi administrative relative aux manifestations.

Les médias gouvernementaux et la police ont accusé Pronko d'appartenir à la cellule étudiante trotskiste « Pouvoir des Travailleurs », affirmant avoir vérifié l'appartenance de tous les membres du groupe. De manière significative, ils ont accusé le groupe d'« avoir rejoint une alliance internationale avec un centre de gestion au Royaume-Uni », les qualifiant de « soutiens pro-britanniques » agissant prétendument dans un contexte de détérioration des relations russo-britanniques. Le même jour, des médias indépendants ont rapporté l'arrestation de l'étudiant Stepan Timofeev dans le cadre de cette affaire et l'établissement d'un rapport.



Un mannequin de la déesse de la sagesse Minerve, suspendu au-dessus du monument du fonctionnaire impérial le comte Ouharov, qui avait à son époque renforcé la dictature à l'égard des universités.

À côté se trouvait un mot : « La science est morte ».

Quelques semaines plus tard, l'affaire a connu de nouveaux développements. Le 13 mars, le tribunal du district de Primorsky a condamné Alexei Sidorov, musicien de 26 ans du groupe Silver machine, à une amende de 20 000 roubles en vertu de l'article 20.3.1 du Code des infractions administratives de la Fédération de Russie pour incitation à la haine ou à l'hostilité, invoquant notamment son appartenance au mouvement « Pouvoir des travailleurs ».

Le 15 mai, des perquisitions ont été menées à Saint-Pétersbourg aux domiciles de plusieurs personnes soupçonnées d'être liées au groupe d'extrême gauche « Pouvoir des travailleurs » : Garry Azaryan, Oleg Rubish, Irada Ibragimova, Denis Koval, Sergei Kadnikov et Kirill. Ces perquisitions faisaient suite à l'ouverture d'une procédure pénale contre Garry Azaryan, étudiant kazakh de 23 ans, pour « appels au terrorisme ».

Selon le Comité d'enquête, Azaryan aurait appelé à des « actes terroristes et à des massacres » lors de réunions internes de l'organisation. Des transcriptions de discours contenant prétendument des expressions évoquant la « haine de classe » et la « révolution » ont été citées comme « preuves ».

Des tracts, des brochures (dont le « Manifeste du Pouvoir des travailleurs ») et des livres ont été confisqués aux accusés, et des interrogatoires ont été menés. Des militants des droits de l'homme ont signalé le passage à tabac d'un détenu, identifié seulement comme Kirill. Certains détenus ont été libérés sous le statut de témoin, statut qui, comme l'ont averti les responsables de la sécurité, « pourrait rapidement changer ».

Un mannequin de la déesse de la sagesse Minerve, suspendu au-dessus du monument du fonctionnaire impérial le comte Ouarov, qui avait à son époque renforcé la dictature à l'égard des universités. À côté se trouvait un mot : « La science est morte ».

Le 16 mai 2025, par décision du tribunal Krasnogvardeisky de Saint-Pétersbourg, Garry Azaryan a été placé en détention provisoire au centre de détention provisoire n° 1 pour une durée de deux mois, à compter de ce jour-là. Les 11 juillet et 13 août 2025, le tribunal a prolongé

sa détention jusqu'au 14 octobre. Son avocat a insisté pour que Garry soit assigné à résidence, car il n'entravait pas l'enquête. Garry a également appuyé cette demande, déclarant qu'il connaissait la propriétaire de l'appartement et qu'il n'avait pas l'intention de la léser. Toutefois, étant donné que toutes les preuves n'avaient pas été recueillies et que l'expertise n'était pas encore terminée et était prévue pour le 30 septembre, le juge a rejeté la requête.

Selon Le Pouvoir des travailleurs lui-même, des documents du congrès ont été téléchargés depuis le compte d'un de leurs camarades avant la fermeture du site web, et certains documents ont été altérés et falsifiés.



Garry Azaryan

Le 22 mai 2025, le Pouvoir des travailleurs s'est dissous, annonçant ce qui suit :

« Le rouleau compresseur de la répression politique est en marche et s'abat systématiquement sur les personnes considérées comme associées à notre mouvement. [...]

Il ne nous paraît pas souhaitable de poursuivre toute activité politique en tant qu'organisation unifiée. [...] Nous rejetons les accusations portées contre l'organisation et ses affiliés. [...] Les affirmations contraires sont une fabrication délibérée visant à discréditer le mouvement communiste dans son ensemble et nos sympathisants en particulier. [...]

Nous avons toujours œuvré dans le cadre légal et promu ouvertement les idées marxistes. [...] La décision de nous dissoudre n'a pas été dictée par la peur, mais par le sens de responsabilité. Nous ne permettrons pas qu'un seul camarade tombe sous le marteau de la machine répressive pour des raisons d'image douteuses. [...]

Il est impossible de bannir l'idée de liberté, d'égalité et d'autogouvernance ouvrière ; la vie elle-même l'exigera toujours. À l'heure actuelle, la tâche la plus importante est d'aider le communiste détenu Garry Azaryan. »

Le 16 mai 2025, par décision du tribunal Krasnogvardeisky de Saint-Pétersbourg, Garry Azaryan a été placé en détention provisoire au centre de détention provisoire n° 1 pour une durée de deux mois, à compter de ce jour-là. Les 11 juillet et 13 août 2025, le tribunal a prolongé sa détention jusqu'au 14 octobre. Son avocat a insisté pour que Garry soit assigné à résidence, car il n'entravait pas l'enquête. Garry a également appuyé cette demande, déclarant qu'il connaissait la propriétaire de l'appartement et qu'il n'avait pas l'intention de la léser. Toutefois, étant donné que toutes les preuves n'avaient pas été recueillies et que l'expertise n'était pas encore terminée et était prévue pour le 30 septembre, le juge a rejeté la requête.

L'AFFAIRE ARTIOM BORODINE

Artiom Borodine, militant de gauche originaire de Donetsk et membre du Parti ouvrier révolutionnaire. Il vivait à Moscou et transportait périodiquement de l'aide humanitaire vers sa ville natale. Avant le début de la guerre à grande échelle, il est parti à Donetsk avec sa femme pour numériser un film, et lorsque la guerre a commencé, il n'a pas pu quitter le territoire. Estimant que, s'il était coincé à Donetsk de toute façon, il fallait être utile au mouvement de gauche, il s'est mis à distribuer des tracts et à diffuser le journal « Démocratie ouvrière ».

En mars 2022, il a été enlevé par des employés du « Ministère de la sécurité d'État de la République populaire de Donetsk » pour avoir collé des tracts. L'enlèvement s'est accompagné d'un interrogatoire, de

menaces contre sa femme, d'une perquisition à leur domicile et de la saisie de matériel et de tracts. À partir du 5 mars 2022, Artiom a passé deux mois dans un « sous-sol »¹, avant d'être transféré au centre de détention provisoire de Donetsk, où il est resté jusqu'en décembre 2022. Il était accusé « d'incitation à la haine et à l'hostilité » en vertu de la partie 1 de l'article 328 du Code pénal de la République populaire de Donetsk.



Artiom Borodine

Les camarades d'Artiom ont à plusieurs reprises demandé au ministère russe des Affaires étrangères d'influer sur la situation et d'obtenir la libération de ce citoyen russe, mais le ministère haussait les épaules : « c'est un autre pays, nous ne pouvons rien faire ». Pourtant, même après

¹ « Sous-sol » — prison de torture semi-légale ou illégale des groupes armés, activement utilisée par les deux parties du conflit en Ukraine depuis 2014. Le séjour dans un « sous-sol » s'accompagne souvent non seulement de tortures, mais aussi de chantage financier exercé sur les proches de la personne « arrêtée » (en réalité enlevée).

les « référendums », Artiom n'a pas été libéré et aucune information n'était disponible sur son sort.

Grâce aux efforts de son avocat et d'Artiom lui-même, sa mesure de détention a été remplacée par l'obligation de rester chez lui la nuit et de ne pas utiliser de moyens de communication. À la fin du mois de décembre 2022, le tribunal chargé de prolonger la mesure de contrôle a autorisé Artiom à rendre visite à sa famille (sa mère et sa femme), qui se trouvait à Moscou, pendant la période des fêtes du Nouvel An, du 1^{er} au 8 janvier.

Il en a profité pour disparaître. Même ses camarades de parti ne savaient rien de ses déplacements jusqu'à ce qu'il reprenne contact et annonce qu'il était en sécurité et avait l'intention de demander l'asile politique. Par la suite, il a vécu au Kirghizistan.

Le 10 août 2025, il a été arrêté et a cessé de donner des nouvelles ; vingt jours plus tard, on a appris qu'il se trouvait au centre de détention n°1 de Bichkek. En cas de déportation vers la Russie, il risque la torture et une longue peine de prison.

COMMENT BRISER LE SILENCE ?

Dans ce recueil, nous avons pu présenter des informations sur 47 personnes impliquées dans diverses affaires pénales, d'une manière ou d'une autre liées au mouvement de gauche. Cependant, il faut malheureusement reconnaître que le nombre de prisonniers politiques de gauche dans la Russie contemporaine est beaucoup plus élevé. Nous n'avons pas pu rassembler des informations sur beaucoup d'entre eux, mais nous savons avec certitude que ce nombre peut atteindre une centaine. Beaucoup de ces personnes, hélas, préfèrent ne pas partager d'informations sur leurs affaires par crainte des conséquences. Certaines n'ont tout simplement pas eu le temps de se manifester, car elles sont détenues, coupées du monde entier.

Les histoires de ces personnes, leur lutte, leurs sacrifices restent invisibles pour la société. C'est une obscurité qui a englouti trop de vies, et cette obscurité demeure encore autour de nous. Et tandis que le monde continue de regarder sans voir, nous devons nous rappeler que chacun de ces détenus est un être humain, c'est le destin de quelqu'un, les rêves de quelqu'un et les aspirations de quelqu'un pour un avenir meilleur qu'ils n'ont pas pu voir.

Il est important de comprendre que malgré toute cette obscurité, nous ne sommes pas désarmés. Nous pouvons avoir un impact sur ce qui se passe. Nos voix, notre solidarité, notre détermination peuvent éveiller d'autres cœurs et aider ce combat à être entendu. Tant qu'il y aura des personnes prêtes à lutter pour la vérité, tant qu'il y aura ceux qui n'ont pas peur de se tenir aux côtés de ceux que le système a oubliés et exilés, nous pouvons changer cela.

Nos efforts, notre attention, notre soutien sont ce qui peut aider ces personnes à ne pas rester dans l'ombre et à sortir de ce silence. Nous devons continuer à lutter pour leur libération, pour la liberté de leurs opinions, pour la possibilité de vivre librement et d'exprimer leurs convictions sans craindre pour leur vie.

Les prisonniers politiques, enfermés à cause de leurs convictions et de leurs actions, ne doivent pas être laissés au bon vouloir du destin. En

Russie, dans le contexte de répression politique et de durcissement des lois, leur nombre augmente, et leur sort reste souvent ignoré. Beaucoup d'entre eux sont des militants de gauche, des combattants pour la justice, la liberté et l'égalité, qui se sont retrouvés en prison pour avoir ouvertement résisté à l'autoritarisme et pour leur détermination à s'opposer à la guerre, à l'oppression et à l'injustice.

COMMENT NOUS POUVONS TOUS AIDER

Tout d'abord, la forme d'aide la plus importante est la diffusion de l'information. Plus les gens connaissent les prisonniers politiques et leurs affaires, plus il sera difficile pour les autorités de passer sous silence leur destin. Nous pouvons aider en diffusant des informations sur les arrestations, les procès et les violations des droits des détenus via les réseaux sociaux, les blogs, les médias et les contacts directs avec les médias. Cela permet de maintenir leurs affaires visibles et attire l'attention sur la nécessité de procès équitables. Cela est important non seulement en Russie, mais aussi à l'étranger.

COLLECTE DE FONDS POUR L'AIDE JURIDIQUE

Les prisonniers politiques sont souvent privés d'une défense adéquate. Parfois, ils doivent lutter contre le système sans avocats qualifiés. L'organisation de campagnes de financement participatif pour payer des avocats, des experts et d'autres frais juridiques est l'un des moyens les plus importants de soutien.

LETTRES ET COLIS

Les lettres de soutien et de solidarité ont une grande importance pour les détenus, surtout lorsqu'ils sont en isolement ou coupés du monde extérieur. Les lettres et cartes postales peuvent non seulement les soutenir moralement, mais aussi montrer qu'ils n'ont pas été oubliés. Il est également important d'envoyer des colis avec des articles de première nécessité : livres, vêtements, médicaments, afin d'améliorer leurs conditions.

VISIBILITÉ INTERNATIONALE

Les liens avec les organisations internationales de défense des droits humains et les activistes permettent d'attirer l'attention de la communauté mondiale sur les problèmes des prisonniers politiques en Russie. Les manifestations, déclarations, pétitions et recours officiels auprès d'organisations internationales telles que l'ONU ou l'Union européenne peuvent exercer une pression sur les autorités russes.

ORGANISATION POLITIQUE ET AUTO-ORGANISATION

Le plus important est de continuer et de soutenir la lutte pour la justice sociale. Les sacrifices consentis par des dizaines de prisonniers politiques de gauche en Russie ne seront pas vains si leur combat est poursuivi. Seule la solidarité et un travail politique régulier peuvent constituer une réponse digne aux répressions de la dictature et à l'oppression non seulement des activistes, mais aussi des citoyens ordinaires.

COMMENT LA GAUCHE D'AUTRES PAYS PEUT AIDER ?

PRESSION INTERNATIONALE

Les gauches internationales, là où cela est possible, doivent travailler activement par le biais de manifestations et de parlements pour exercer une pression internationale sur le Kremlin. Cela inclut les actions de solidarité ainsi que les démarches et résolutions officielles exigeant la libération des prisonniers politiques et l'arrêt des persécutions pour convictions politiques. Les parlementaires de gauche peuvent initier des résolutions appelant au respect des droits humains et des libertés en Russie.

Les organisations et mouvements de gauche peuvent organiser des actions publiques, des rassemblements et des manifestations en soutien aux prisonniers politiques. Ces actions peuvent se tenir à

l'occasion des dates importantes, par exemple l'anniversaire de l'arrestation d'un activiste spécifique ou la Journée internationale des droits humains. Les forces de gauche internationales peuvent organiser des campagnes de collecte de signatures pour exiger justice et libération des prisonniers politiques.

AIDE JURIDIQUE

Les organisations européennes de défense des droits humains et les associations d'avocats peuvent offrir leur aide dans les procès ou appels, si les détenus contestent leurs accusations. Il existe des précédents où l'intervention internationale sous forme d'avocats ou d'experts a permis de changer la situation pour les prisonniers politiques dans des pays à régime répressif.

SOUTIEN FINANCIER

Les mouvements et activistes de gauche peuvent fournir une aide financière aux familles des prisonniers politiques. Cela est particulièrement important pour les familles qui restent sans ressources lorsque leurs proches sont en prison. L'organisation de campagnes de financement ou de dons internationaux peut être un moyen efficace de soutien.

ÉDUCATION ET DIFFUSION D'INFORMATION

Les gauches étrangères, bénéficiant d'une plus grande liberté d'expression et d'accès à l'information, peuvent activement diffuser des informations sur les répressions politiques en Russie et leurs conséquences. Organiser des conférences thématiques, des tables rondes, diffuser des documents et des vidéos sur les prisonniers politiques contribuera à sensibiliser et mobiliser l'opinion publique.

CONCLUSION

Les histoires rassemblées dans ce recueil ne sont pas seulement des témoignages de répression et des noms abstraits. Ce sont des voix de résistance et des personnes vivantes, luttant pour leurs convictions et valeurs. Ce sont les voix de celles et ceux qui ont choisi le chemin de la lutte — malgré le risque, la douleur, l'isolement.

Nous devons les soutenir, car c'est maintenant, alors qu'ils sont privés de liberté, que leurs voix doivent résonner plus fort que jamais pour rendre les répressions du régime inefficaces. Il est important de se rappeler que soutenir les prisonniers politiques n'est pas seulement un devoir moral, mais aussi un combat pour un avenir où liberté, égalité et justice seront de véritables valeurs.

Nous ne pouvons pas permettre que ces histoires restent sans réponse. Nous ne pouvons pas rester spectateurs. Parce que si nous nous taisons aujourd'hui, demain ce seront nous ou nos proches qui en subirons les conséquences. Les machines d'oppression d'état fonctionnent sans faille. Leur but est la peur et l'atomisation. Séparer, isoler, effacer le sentiment de communauté.

Mais l'Histoire le montre : aucune dictature n'est éternelle. La solidarité est l'arme la plus puissante contre les répressions. Le fait d'être organisé est un bouclier capable de protéger et de transformer. C'est maintenant — pas plus tard — le moment de s'unir. Le moment de créer des réseaux de soutien durables, des initiatives solidaires, de l'entraide, des alliances internationales. Le moment de parler haut lorsque d'autres se voient bâillonnés.

Nous appelons tous ceux qui partagent les valeurs de liberté, d'égalité et de justice sociale à agir. Ne pas se contenter de la sympathie. Écrire aux détenus. Participer à des actions. Soutenir les avocats. Aider les familles. Diffuser la vérité. S'organiser — par villes, par pays, dans le monde entier. Seule l'action collective peut résister aux répressions, rétablir la justice et redonner la parole à celles et ceux qu'on veut faire taire.

Ce recueil ne parle pas seulement de celles et ceux qui sont derrière les barreaux. Il parle de nous. De notre choix — être présents ou être indifférents.

Nous pouvons tous être leur voix, comme les gauches européennes, qui peuvent utiliser leur plateforme et influence pour renforcer la pression internationale sur le régime russe. Ensemble, nous pouvons montrer que les répressions ne resteront pas sans conséquences.

LA RÉSISTANCE CONTINUE

Malgré le « rouleau compresseur » de la répression, malgré l'isolement, malgré le désespoir apparent, la résistance continue. Là où l'État tente d'étouffer les voix — nous les renforçons. Là où le régime construit des murs — nous construisons des ponts. Tant que nos camarades derrière les barreaux continuent la lutte, nous, ceux qui sont libres, devons être leur voix, leur prolongement, leur espoir.

Nous — *l'Union de la gauche post-soviétique (PSL)* — sommes une force jeune mais déjà formée, construisant l'unité des internationalistes de gauche aujourd'hui, unis par une lutte commune.

En soutenant nos camarades dans les pays post-soviétiques, depuis 2024 nous sommes descendus dans les rues de différentes villes d'Europe. D'abord, les gauches russophones se sont manifestées lors du 1er Mai à Cologne, et en un an notre géographie, avec nos alliés, s'est étendue à Cologne, Berlin, Paris, Amsterdam, Varsovie, Buenos Aires et d'autres villes.

En participant à des manifestations locales contre l'extrême droite et la militarisation, nous avons également mené nos propres actions anti-guerre dans des villes de France et d'Allemagne, hors agenda des médias mainstream, soutenant le droit des populations russes et ukrainiennes à refuser consciemment de participer aux hostilités, et leurs droits civils et politiques. Ces interventions ont été des étapes pour renforcer un véritable agenda de gauche anti-guerre, qui ne divise pas les gens en « les siens » et « les autres » selon leur passeport, mais reconnaît le droit de chacun à la paix et à la résistance à la violence.

La lutte ne se limite pas aux rues. Nous avons créé le projet *Migrant Collective* pour protéger les droits sociaux et professionnels de nos compatriotes en Europe. Avec des guides ukrainiens et russes, nous avons participé à une grève en France et prévoyons de développer le mouvement ouvrier des émigrés post-soviétiques.

Nous continuons à parler des prisonniers politiques. Leurs noms ne sont pas seulement une liste, mais le témoignage des crimes du régime et de la résilience de celles et ceux qui sont derrière les barreaux. Outre ce livre, nous avons déjà publié trois éditions d'une brochure sur les prisonniers politiques de gauche russes en quatre langues. Nous essayons également de maintenir le contact avec les prisonniers eux-mêmes — et lorsqu'ils nous écrivent que nos mots leur sont parvenus et les ont soutenus, cela signifie que nous ne faisons rien en vain.

Nous parlons aussi de ceux dont l'existence est peu connue — des prisonniers politiques de gauche au Kazakhstan, ou Bélarus, en Ukraine, du droit de manifester et de l'auto-organisation dans tout l'espace post-soviétique.

Le 20 juin 2025, nous avons failli devenir nous-même une organisation avec un prisonnier politique : notre camarade a été jugé par le tribunal régional de Berlin pour sa participation active et sa solidarité avec le peuple de la bande de Gaza. Fait notable, le verdict acquittant son cas est devenu un précédent non seulement pour les migrants, mais pour toute la communauté allemande, car il s'agissait du premier jugement majeur concernant ces manifestations.

Nous sommes séparés par les frontières, mais unis par une tâche commune : arrêter la guerre, la dictature et construire un autre monde — un monde de liberté, d'égalité et de justice. Tant que notre voix résonne, la résistance continue.

Nous soutenons les actions collectives, la solidarité des travailleurs indépendamment de leur nationalité et origine. Notre force réside dans la solidarité et dans le fait qu'avec nos alliés dans les pays post-soviétiques, nous essayons de poursuivre la résistance sur le terrain, quoi qu'il arrive.

LE CHOIX EST À NOUS !

IL EST TEMPS D'AGIR — MAINTENANT !



REJOINDRE LA RÉSISTANCE DES
ÉMIGRÉES DE GAUCHE:

POSTSOVIETLEFT.ORG

[T.ME/POSTSOVIETLEFT](https://t.me/POSTSOVIETLEFT)

CE RECUEIL EST LA VOIX DE CELLES ET CEUX
QU'ON N'ENTEND PAS. C'EST LA VOIX DES
MILITANTS DE GAUCHE RUSSES, DONT LES NOMS
APPARAISSENT RAREMENT DANS LES
INFORMATIONS DES MÉDIAS D'ÉTAT OU
«INDÉPENDANTS». C'EST POURQUOI LEUR LUTTE
RESTE SOUVENT INVISIBLE, TANT EN RUSSIE
QU'AU-DELÀ DE SES FRONTIÈRES.
DANS CE RECUEIL, NOUS PARLERONS DES
RÉPRESSIONS CONTRE LES MILITANTS DE
GAUCHE EN RUSSIE, DE LEUR AMPLEUR, ET DES
MOYENS D'Y RÉSISTER.